Spedizione in abbonamento postale - Gruppo I

Anno 104° — Numero 84

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA **Roma - Giovedì, 28 marzo 1963** **SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI**

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI - TEL. 650-139 650-841 652 361
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO DELLO STATO - LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA GIUSEPPE VERDI 10, ROMA - CENTRALINO 8508

SOMMARIO

LEGGI E DECRETI

1963

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

CONCORSI ED ESAMI

SUPPLEMENTI ORDINARI

SUPPLEMENTO ALLA « GAZZETTA UFFICIALE » N. 84 DEL 28 MARZO 1963:

MINISTERO DELL'INDUSTRIA E DEL COMMERCIO

Concorso per esami a quaranta posti di ingegnere in prova nella carriera direttiva del ruolo tecnico del Corpo delle miniere.

Concorso per esami e per titoli a due posti di vice geologo in prova nella carriera direttiva del ruolo del servizio geologico del Corpo delle miniere.

Concorso per esami a tre posti di esaminatore in prova nel ruolo tecnico della carriera direttiva della Proprietà intellettuale, riservato ai laureati in farmacia.

Concorso per esami a due posti di esaminatore in prova nel ruolo tecnico della carriera direttiva della Proprietà intellettuale, riservato ai laureati in ingegneria.

Concorso per esami a sette posti di vice ispettore in prova nella carriera di concetto (ruolo tecnico) dell'Amministrazione metrica e del saggio dei metalli preziosi.

(774 a 778)

LEGGI E DECRETI

LEGGE 30 gennaio 1963, n. 300.

Ratifica ed esecuzione della Convenzione europea di estradizione, firmata a Parigi il 13 dicembre 1957.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato,

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la Convenzione europea di estradizione, firmata a Parigi il 13 dicembre 1957

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alla Convenzione di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore, in conformità all'articolo 29 della Convenzione stessa.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 30 gennaio 1963

SEGNI

FANFANI — PICCIONI — BOSCO — TRABUCCHI

Visto, *il Guardasigilli*: BOSCO

Convenzione europea di estradizione
(Parigi, 13 dicembre 1957)

CONVENTION EUROPEENNE D'EXTRADITION

Les Gouvernements signataires, membres du Conseil de l'Europe,

Considérant que le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses membres;

Considérant que cet objectif peut être atteint par la conclusion d'accords ou par l'adoption d'une action commune dans le domaine juridique,

Convaincus que l'acceptation de règles uniformes en matière d'extradition est de nature à faire progresser cette œuvre d'unification,

Sont convenus de ce qui suit:

Article 1
Obligation d'extrader

Les Parties Contractantes s'engagent à se livrer réciproquement, selon les règles et sous les conditions déterminées par les articles suivants, les individus qui sont poursuivis pour une infraction ou recherchés aux fins d'exécution d'une peine ou d'une mesure de sûreté, par les autorités judiciaires de la Partie requérante.

Article 2
Faits donnant lieu à extradition

1. Donneront lieu à extradition les faits punis par les lois de la Partie requérante et de la Partie requise d'une peine privative de liberté ou d'une mesure de sûreté privative de liberté d'un maximum d'au moins un an ou d'une peine plus sévère. Lorsqu'une condamnation à une peine est intervenue ou qu'une mesure de sûreté a été infligée sur le territoire de la Partie requérante, la sanction prononcée devra être d'une durée d'au moins quatre mois.

2. Si la demande d'extradition vise plusieurs faits distincts punis chacun par la loi de la Partie requérante et de la Partie requise d'une peine privative de liberté ou d'une mesure de sûreté privative de liberté, mais dont certains ne remplissent pas la condition relative au taux de la peine, la Partie requise aura la faculté d'accorder également l'extradition pour ces derniers.

3. Toute Partie Contractante dont la législation n'autorise pas l'extradition pour certaines infractions visées au paragraphe 1 du présent article pourra, en ce qui la concerne, exclure ces infractions du champ d'application de la Convention.

4. Toute Partie Contractante qui voudra se prévaloir de la faculté prévue au paragraphe 3 du présent article notifiera au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, au moment du dépôt de son instrument de ratification ou d'adhésion, soit une liste des infractions pour lesquelles l'extradition est autorisée, soit une liste des infractions pour lesquelles l'extradition est exclue, en indiquant les dispositions légales autorisant ou excluant l'extradition. Le Secrétaire Général du Conseil communiquera ces listes aux autres signataires.

5. Si, par la suite, d'autres infractions viennent à être exclues de l'extradition par la législation d'une Partie Contractante, celle-ci notifiera cette exclusion au Secrétaire Général du Conseil qui en informera les autres signataires. Cette notification ne prendra effet qu'à l'expiration d'un délai de trois mois à compter de la date de sa réception par le Secrétaire Général.

6. Toute Partie qui aura fait usage de la faculté prévue aux paragraphes 4 et 5 du présent article pourra à tout moment soumettre à l'application de la présente Convention des infractions qui en ont été exclues. Elle notifiera ces modifications au Secrétaire Général du Conseil qui les communiquera aux autres signataires.

7. Toute Partie pourra appliquer la règle de la réciprocité en ce qui concerne les infractions exclues du champ d'application de la Convention en vertu du présent article.

Article 3
Infractions politiques

1. L'extradition ne sera pas accordée si l'infraction pour laquelle elle est demandée est considérée par la Partie requise comme une infraction politique ou comme un fait connexe à une telle infraction.

2. La même règle s'appliquera si la Partie requise a des raisons sérieuses de croire que la demande d'extradition motivée par une infraction de droit commun a été présentée aux fins de poursuivre ou de punir un individu pour des considérations de race, de religion, de nationalité ou d'opinions politiques ou que la situation de cet individu risque d'être aggravée pour l'une ou l'autre de ces raisons.

3. Pour l'application de la présente Convention, l'attentat à la vie d'un Chef d'Etat ou d'un membre de sa famille ne sera pas considéré comme infraction politique.

4. L'application du présent article n'affectera pas les obligations que les Parties auront assumées ou assumeront aux termes de toute autre Convention internationale de caractère multilatéral.

Article 4
Infractions militaires

L'extradition à raison d'infractions militaires qui ne constituent pas des infractions de droit commun est exclue du champ d'application de la présente Convention.

Article 5
Infractions fiscales

En matière de taxes et impôts, de douane, de change, l'extradition sera accordée, dans les conditions prévues par la présente Convention, seulement s'il en a été ainsi décidé entre les Parties Contractantes pour chaque infraction ou catégorie d'infractions.

Article 6
Extradition des nationaux

1. *a)* Toute Partie Contractante aura la faculté de refuser l'extradition de ses ressortissants.

b) Chaque Partie Contractante pourra, par une déclaration faite au moment de la signature ou du dépôt de son instrument de ratification ou d'adhésion définir, en ce qui la concerne, le terme « ressortissants » au sens de la présente Convention.

c) La qualité de ressortissant sera appréciée au moment de la décision sur l'extradition. Toutefois, si cette qualité n'est reconnue qu'entre l'époque de la

décision et la date envisagée pour la remise, la Partie requise pourra également se prévaloir de la disposition de l'alinéa *a*) du présent paragraphe.

2. Si la Partie requise n'extrade pas son ressortissant, elle devra, sur la demande de la Partie requérante, soumettre l'affaire aux autorités compétentes afin que des poursuites judiciaires puissent être exercées s'il y a lieu. A cet effet, les dossiers, informations et objets relatifs à l'infraction seront adressés gratuitement par la voie prévue au paragraphe 1 de l'article 12. La Partie requérante sera informée de la suite qui aura été donnée à sa demande.

Article 7

Lieu de perpétration

1. La Partie requise pourra refuser d'extrader l'individu réclamé à raison d'une infraction qui, selon sa législation, a été commise en tout ou en partie sur son territoire ou en un lieu assimilé à son territoire.

2. Lorsque l'infraction motivant la demande d'extradition aura été commise hors du territoire de la Partie requérante, l'extradition ne pourra être refusée que si la législation de la Partie requise l'autorise par la poursuite d'une infraction du même genre commise hors de son territoire ou n'autorise pas l'extradition pour l'infraction faisant l'objet de la demande.

Article 8

Poursuites en cours pour les mêmes faits

Une Partie requise pourra refuser d'extrader un individu réclamé si cet individu fait l'objet de sa part de poursuites pour le ou les faits à raison desquels l'extradition est demandée.

Article 9

Non bis in idem

L'extradition ne sera pas accordée lorsque l'individu réclamé a été définitivement jugé par les autorités compétentes de la Partie requise, pour le ou les faits à raison desquels l'extradition est demandée. L'extradition pourra être refusée si les autorités compétentes de la Partie requise ont décidé de ne pas engager de poursuites ou de mettre fin aux poursuites qu'elles ont exercées pour le ou les mêmes faits.

Article 10

Prescription

L'extradition ne sera pas accordée si la prescription de l'action ou de la peine est acquise d'après la législation soit de la Partie requérante, soit de la Partie requise.

Article 11

Peine capitale

Si le fait à raison duquel l'extradition est demandée, est puni de la peine capitale par la loi de la Partie requérante et que, dans ce cas, cette peine n'est pas prévue par la législation de la Partie requise, ou n'y est généralement pas exécutée, l'extradition pourra n'être accordée qu'à la condition que la Partie requérante donne des assurances jugées suffisantes per la Partie requise, que la peine capitale ne sera pas exécutée.

Article 12

Requête et pièces à l'appui

1. La requête sera formulée par écrit et présentée par la voie diplomatique. Une autre voie pourra être convenue par arrangement direct entre deux ou plusieurs Parties.

2. Il sera produit à l'appui de la requête:

a) l'original ou l'expédition authentique soit d'une décision de condamnation exécutoire, soit d'un mandat d'arrêt ou de tout autre acte ayant la même force, délivré dans les formes prescrites par la loi de la Partie requérante;

b) un exposé des faits pour lesquels l'extradition est demandée. Le temps et le lieu de leur perpétration, leur qualification légale et les références aux dispositions légales qui leur sont applicables seront indiqués le plus exactement possible; et

c) une copie des dispositions légales applicables ou, si cela n'est pas possible, une déclaration sur le droit applicable, ainsi que le signalement aussi précis que possible de l'individu réclamé et tous autres renseignements de nature à déterminer son identité et sa nationalité.

Article 13

Complément d'informations

Si les informations communiquées par la Partie requérante se révèlent insuffisantes pour permettre à la Partie requise de prendre une décision en application de la présente Convention, cette dernière Partie demandera le complément d'informations nécessaire et pourra fixer un délai pour l'obtention de ces informations.

Article 14

Règle de la spécialité

1. L'individu qui aura été livré ne sera ni poursuivi, ni jugé, ni détenu en vue de l'exécution d'une peine ou d'une mesure de sûreté, ni soumis à toute autre restriction de sa liberté individuelle, pour un fait quelconque antérieur à la remise, autre que celui ayant motivé l'extradition, sauf dans les cas suivants:

a) lorsque la Partie qui l'a livré y consent. Une demande sera présentée à cet effet, accompagnée des pièces prévues à l'article 12 et d'un procès-verbal judiciaire consignant les déclarations de l'extradé. Ce consentement sera donné lorsque l'infraction pour laquelle il est demandé entraîne elle-même l'obbligation d'extrader aux termes de la présente Convention;

b) lorsqu'ayant eu la possibilité de le faire, l'individu extradé n'a pas quitté dans les 45 jours qui suivent son élargissement définitif, le territoire de la Partie à laquelle il a été livré ou s'il y est retourné après l'avoir quitté.

2. Toutefois, la Partie requérante pourra prendre les mesures nécessaires en vue d'une part d'un renvoi éventuel du territoire, d'autre part d'une interruption de la prescription conformément à sa législation, y compris le recours à une procédure par défaut.

3. Lorsque la qualification donnée au fait incriminé sera modifiée ou cours de la procédure, l'individu extradé ne sera poursuivi ou jugé que dans la mesure où les éléments constitutifs de l'infraction nouvellement qualifiée permettraient l'extradition.

Article 15

Réextradition à un Etat tiers

Sauf dans le cas prévu au paragraphe 1, alinéa *b)* de l'article 14, l'assentiment de la Partie requise sera nécessaire pour permettre à la Partie requérante de livrer à une autre Partie ou à un Etat tiers l'individu qui lui aura été remis et qui serait recherché par l'autre Partie ou par l'Etat tiers pour les infractions antérieures à la remise. La Partie requise pourra exiger la production des pièces prévues au paragraphe 2 de l'article 12.

Article 16

Arrestation provisoire

1. En cas d'urgence, les autorités compétentes de la Partie requérante pourront demander l'arrestation provisoire de l'individu recherché; les autorités compétentes de la Partie requise statueront sur cette demande conformément à la loi de cette Partie.

2. La demande d'arrestation provisoire indiquera l'existence d'une des pièces prévues au paragraphe 2, alinéa *a)* de l'article 12 et fera part de l'intention d'envoyer une demande d'extradition, elle mentionnera l'infraction pour laquelle l'extradition sera demandée, le temps et le lieu où elle a été commise ainsi que, dans la mesure du possible, le signalement de l'individu recherché.

3. La demande d'arrestation provisoire sera transmise aux autorités compétentes de la Partie requise soit par la voie diplomatique, soit directement par la voie postale ou télégraphique, soit par l'Organisation internationale de Police criminelle (Interpol), soit par tout autre moyen laissant une trace écrite ou admis par la Partie requise. L'autorité requérante sera informée sans délai de la suite donnée à sa demande.

4. L'arrestation provisoire pourra prendre fin si, dans le délai de 18 jours après l'arrestation, la Partie requise n'a pas été saisie de la demande d'extradition et des pièces mentionnées à l'article 12; elle ne devra, en aucun cas, excéder 40 jours après l'arrestation. Toutefois, la mise en liberté provisoire est possible à tout moment, sauf pour la Partie requise à prendre toute mesure qu'elle estimera nécessaire en vue d'éviter la fuite de l'individu réclamé.

5. La mise en liberté ne s'opposera pas à une nouvelle arrestation et à l'extradition si la demande d'extradition parvient ultérieurement.

Article 17

Concours de requêtes

Si l'extradition est demandée concurremment par plusieurs Etats, soit pour le même fait, soit pour des faits différents, la Partie requise statuera compte tenu de toutes circonstances et notamment de la gravité relative et du lieu des infractions, des dates respectives des demandes, de la nationalité de l'individu réclamé et de la possibilité d'une extradition ultérieure à un autre Etat.

Article 18

Remise de l'extradé

1. La Partie requise fera connaître à la Partie requérante par la voie prévue ai paragraphe 1 de l'article 12, sa décision sur l'extradition.

2. Tout rejet complet ou partiel sera motivé.

3. En cas d'acceptation, la Partie requérante sera informée du lieu et de la date de remise, ainsi que de la durée de la détention subie en vue de l'extradition par l'individu réclamé.

4. Sous réserve du cas prévu au paragraphe 5 du présent article, si l'individu réclamé n'a pas été reçu à la date fixée, il pourra être mis en liberté à l'expiration d'un délai de 15 jours à compter de cette date et il sera en tout cas mis en liberté à l'expiration d'un délai de 30 jours; la Partie requise pourra refuser de l'extrader pour le même fait.

5. En cas de force majeure empêchant la remise ou la réception de l'individu è extrader, la Partie intéressée en informera l'autre Partie; les deux Parties se mettront d'accord sur une nouvelle date de remise et les dispositions du paragraphe 4 du présent article seront applicables.

Article 19

Remise ajournée ou conditionnelle

1. La Partie requise pourra, après avoir statué sur la demande d'extradition, ajourner la remise de l'individu réclamé pour qu'il puisse être poursuivi par elle ou, s'il a déjà été condamné, pour qu'il puisse purger, sur son territoire, une peine encourue à raison d'un fait autre que celui pour lequel l'extradition est demandée.

2. Au lieu d'ajourner la remise, la Partie requise pourra remettre temporairement à la Partie requérante l'individu réclamé dans des conditions à déterminer d'un commun accord entre les Parties.

Article 20

Remise d'objets

1. A la demande de la Partie requérante, la Partie requise saisira et remettra, dans la mesure permise par sa législation, les objets:

a) qui peuvent servir de pièces à conviction, ou

b) qui, provenant, de l'infraction, auraient été trouvés au moment de l'arrestation en la possession de l'individu réclamé ou seraient découverts ultérieurement.

2. La remise des objets visés au paragraphe 1 du présent article sera effectuée même dans le cas où l'extradition déjà accordée ne pourrait avoir lieu par suite de la mort ou de l'évasion de l'individu réclamé.

3. Lorsque lesdits objets seront susceptibles de saisie ou de confiscation sur le territoire de la Partie requise, cette dernière pourra, aux fins d'une procédure pénale en cours, les garder temporairement ou les remettre sous condition de restitution.

4. Sont toutefois réservés les droits que la Partie requise ou des tiers auraient acquis sur ces objets. Si de tels droits existent, les objets seront, le procès terminé, restitués le plus tôt possible et sans frais à la Partie requise.

Article 21

Transit

1. Le transit à travers le territoire de l'une des Parties Contractantes sera accordé sur demande adressée par la voie prévue au paragraphe 1 de l'article 12 à la condition qu'il ne s'agisse pas d'une infraction considérée par la Partie requise du transit comme re-

vêtant un caractère politique ou purement militaire compte tenu des articles 3 et 4 de la présente Convention.

2. Le transit d'un ressortissant, au sens de l'article 6, du pays requis du transit, pourra être refusé.

3. Sous réserve des dispositions du paragraphe 4 du présent article, la production des pièces prévues au paragraphe 2 de l'article 12 sera nécessaire.

4. Dans le cas où la voie aérienne sera utilisée, il sera fait application des dispositions suivantes:

a) lorsqu'aucun atterrissage ne sera prévu, la Partie requérante avertira la Partie dont le territoire sera survolé, et attestera l'existence d'une des pièces prévues au paragraphe 2, alinéa a) de l'article 12. Dans le cas d'atterrissage fortuit, cette notification produira les effets de la demande d'arrestation provisoire visée à l'article 16 et la Partie requérante adressera une demande régulière de transit;

b) lorsqu'un atterrissage sera prévu, la Partie requérante adressera une demande régulière de transit

5. Toutefois, une Partie pourra déclarer, au moment de la signature de la présente Convention ou du dépôt de son instrument de ratification ou d'adhésion, qu'elle n'accordera le transit d'un individu qu'aux mêmes conditions que celles de l'extradition ou à certaines d'entre elles. Dans ces cas, la règle de la réciprocité pourra être appliquée.

6. Le transit de l'individu extradé ne sera pas effectué à travers un territoire où il y aurait lieu de croire que sa vie ou sa liberté pourraient être menacées en raison de sa race, de sa religion, de sa nationalité ou de ses opinions politiques.

Article 22

Procédure

Sauf disposition contraire de la présente Convention, la loi de la Partie requise est seule applicable à la procédure de l'extradition ainsi qu'à celle de l'arrestation provisoire.

Article 23

Langues à employer

Les pièces à produire seront rédigées soit dans la langue de la Partie requérante, soit dans celle de la Partie requise. Cette dernière pourra réclamer une traduction dans la langue officielle du Conseil de l'Europe qu'elle choisira.

Article 24

Frais

1. Les frais occasionnés par l'extradition sur le territoire de la Partie requise seront à la charge de cette Partie.

2. Les frais occasionnés par le transit à travers le territoire de la Partie requise du transit seront à la charge de la Partie requérante.

3. Dans le cas d'extradition en provenance d'un territoire non métropolitain de la Partie requise, les frais occasionnés par le transport entre ce territoire et le territoire métropolitain de la Partie requérante seront à la charge de cette dernière. Il en sera de même des frais occasionnés par le transport entre le territoire non metropolitain de la Partie requise et le territoire métropolitain de celle-ci.

Article 25

Définition des « mesures de sûreté »

Au sens de la présente Convention, l'expression « mesures de sûreté » désigne toutes mesures privatives de liberté qui on été ordonnées en complément ou en substitution d'une peine, par sentence d'une juridiction pénale.

Article 26

Réserves

1. Toute Partie Contractante pourra, au moment de la signature de la présente Convention ou du dépôt de son instrument de ratification ou d'adhésion, formuler une réserve au sujet d'une ou plusieurs dispositions déterminées de la Convention.

2. Toute Partie Contractante qui aura formulé une réserve la retirera aussitôt que les circonstances le permettront. Le retrait des réserves sera fait par notification adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

3. Une Partie Contractante qui aura formulé une réserve au sujet d'une disposition de la Convention ne pourra prétendre à l'application de cette disposition par une autre Partie que dans la mesure où elle l'aura elle-même acceptée.

Article 27

Champ d'application territoriale

1. La présente Convention s'appliquera aux territoires métropolitains des Parties Contractantes.

2. Elle s'appliquera également, en ce qui concerne la France, à l'Algérie et aux départements d'outre-mer, et en ce qui concerne le Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord, aux îles Anglo-Normandes et à l'Ile de Man.

3. La République Fédérale d'Allemagne pourra étendre l'application de la présente Convention au Land Berlin par une déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe. Celui-ci notifiera cette déclaration aux autres Parties.

4. Par arrangement direct entre deux ou plusieurs Parties Contractantes, le champ d'application de la présente Convention pourra être étendu aux conditions qui sont stipulées dans cet arrangement à tout territoire d'une de ces Parties autre que ceux visés aux paragraphes 1, 2 et 3 du présent article, et dont une des Parties assure les relations internationales.

Article 28

Relations entre la présente Convention et les accords bilatéraux

1. La présente Convention abroge, en ce qui concerne les territoires auxquels elle s'applique, celles des dispositions des traités, conventions ou accords bilatéraux qui, entre deux Parties Contractantes, régissent la matière de l'extradition.

2. Les Parties Contractantes ne pourront conclure entre elles des accords bilatéraux ou multilatéraux que pour compléter les dispositions de la présente Convention ou pour faciliter l'application des principes contenus dans celle-ci.

3. Lorsque, entre deux ou plusieurs Parties Contractantes, l'extradition se pratique sur la base d'une législation uniforme les Parties auront la faculté de

régler leurs rapports mutuels en matière d'extradition en se fondant exclusivement sur ce système nonobstant les dispositions de la présente Convention. Le même principe sera applicable entre deux ou plusieurs Parties Contractantes dont chacune a en vigueur une loi prévoyant l'exécution sur son territoire des mandats d'arrêt décernés sur le territoire de l'autre ou des autres. Les Parties Contractantes qui excluent ou viendraient à exclure de leurs rapports mutuels l'application de la présente Convention, conformément aux dispositions du présent paragraphe, devront adresser une notification à cet effet au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe. Celui-ci communiquera aux autres Parties Contractantes toute notification reçue en vertu du présent paragraphe.

Article 29

Signature, ratification, entrée en vigueur

1. La présente Convention demeurera ouverte à la signature des Membres du Conseil de l'Europe. Elle sera ratifiée et les instruments de ratification seront déposés auprès du Secrétaire Général du Conseil.

2. La Convention entrera en vigueur 90 jours après la date du dépôt du troisième instrument de ratification.

3. Elle entrera en vigueur à l'égard de tout signataire qui la ratifiera ultérieurement 90 jours après le dépôt de son instrument de ratification.

Article 30

Adhésion

1. Le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe pourra inviter tout Etat non Membre du Conseil à adhérer à la présente Convention. La résolution concernant cette invitation devra recevoir l'accord unanime des Membres du Conseil ayant ratifié la Convention.

2. L'adhésion s'effectuera par le dépôt, auprès du Secrétaire Général du Conseil, d'un instrument d'adhésion qui prendra effet 90 jours après son dépôt.

Article 31

Dénonciation

Toute Partie Contractante pourra, en ce qui la concerne, dénoncer la présente Convention en adressant une notification au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe. Cette dénonciation prendra effet six mois après la date de la réception de sa notification par le Secrétaire Général du Conseil.

Article 32

Notifications

Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe notifiera aux Membres du Conseil et au gouvernement de tout Etat ayant adhéré à la présente Convention:

a) le dépôt de tout instrument de ratification ou d'adhésion;

b) la date de l'entrée en vigueur;

c) toute déclaration faite en application des dispositions du paragraphe 1 de l'article 6, et du paragraphe 5 de l'article 21;

d) toute réserve formulée en application des dispositions du paragraphe 1 de l'article 26;

e) le retrait de toute réserve effectué en application des dispositions du paragraphe 2 de l'article 26;

f) toute notification de dénonciation reçue en application des dispositions de l'article 31 de la présente Convention et la date à laquelle celle-ci prendra effet.

En foi de quoi, les soussignés dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

Fait à Paris, le 13 décembre 1957, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Conseil de l'Europe. Le Secrétaire Général du Conseil en enverra copie certifiée aux gouvernements signataires.

Pour le Gouvernement de la République d'Autriche:
LEOPOLD FIGL

Pour le Gouvernement du Royaume de Belgique:
V LAROCK

Pour le Gouvernement du Royaume de Danemark:
H. C. HANSEN

Pour le Gouvernement de la République Française:
M. FAURE

Pour le Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne:
V BRENTANO

Pour le Gouvernement du Royaume de Grèce:
(sous réserves à formuler par écrit)
GREG. CASSIMATIS

Pour le Gouvernement de la République Islandaise:

Pour le Gouvernement d'Irlande:

Pour le Gouvernement de la République Italienne:
MASSIMO MAGISTRATI

L'Italie formule la réserve expresse qu'elle n'accordera pas l'extradition d'individus recherchés aux fins d'exécution de mesures de sûreté, à moins toutefois:

a) que ne soient réunis dans chaque cas tous les critères définis à l'article 25;

b) que lesdites mesures ne soient expressément prévues par des dispositions pénales de la Partie requérante comme conséquences nécessaires d'une infraction.

L'Italie déclare qu'en aucun cas elle n'accordera l'extradition pour des infractions punies de la peine capitale par de loi de la Partie requérante.

Pour le Gouvernement du Gran Duché de Luxembourg:
ROBERT ALS

Pour le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas:

Pour le Gouvernement du Royaume de Norvège:
HALVARD LANGE

Pour le Gouvernement du Royaume de Suède:
LEIF BELFRAGE

Pour le Gouvernement de la République Turque:
F. R. ZORLU

Pour le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
PICCIONI

LEGGE 18 febbraio 1963, n. 301.
Norme per il riordinamento dei servizi e delle carriere del Corpo forestale dello Stato e dei ruoli organici delle carriere esecutive del Ministero dell'agricoltura e delle foreste.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Ruoli organici del Corpo forestale dello Stato

I ruoli organici del personale del Corpo forestale dello Stato sono stabiliti nelle tabelle I, II, III, IV, V e VI annesse alla presente legge.

Art. 2.

Soppressione dei ruoli del personale dei servizi dell'economia montana e delle foreste

Il ruolo tecnico superiore, quello ad esaurimento, nonchè i ruoli della carriera di concetto ed esecutiva ed il ruolo dei sottufficiali, delle guardie scelte, e delle guardie dei servizi dell'economia montana e delle foreste di cui ai quadri 15-*a*, 15-*b*, 33, 53 e 81 allegati al decreto del Presidente della Repubblica 11 gennaio 1956, n. 16, e successive modificazioni, sono soppressi.

Art. 3.

Modifica delle tabelle VIII, IX *e* XIV *allegate alla legge* 15 *dicembre* 1961, *n.* 1304

Le tabelle VIII, IX e XIV, annesse alla legge 15 dicembre 1961, n. 1304, sono sostituite dalle tabelle VII, VIII e IX annesse alla presente legge.

Art. 4.

Istituzione di sezioni specializzate presso gli Ispettorati regionali e ripartimentali delle foreste

Il Ministro per l'agricoltura e per le foreste è autorizzato ad istituire presso gli Ispettorati regionali e ripartimentali delle foreste mediante decreto da pubblicare nella *Gazzetta Ufficiale*, Sezioni specializzate per le opere pubbliche e di bonifica montana o per l'economia agro-silvo-pastorale, ed altre eventuali, in relazione alle esigenze funzionali di detti uffici ed alle specifiche caratteristiche delle circoscrizioni territoriali.

Art. 5.

Distaccamenti e stazioni forestali

Il Ministro per l'agricoltura e per le foreste è autorizzato ad istituire distaccamenti forestali, delimitandone la circoscrizione territoriale di competenza, e le stazioni dipendenti.

Ai distaccamenti sono preposti, di norma, marescialli dei tre gradi; alle stazioni sono preposti, di norma, brigadieri e vicebrigadieri.

Art. 6.

Uso degli automezzi per missioni di servizio

Al personale del Corpo forestale dello Stato, assegnato ai distaccamenti ed alle stazioni forestali, al quale l'Ispettorato regionale o ripartimentale forestale abbiano consentito l'uso di automezzi propri per assolvere il servizio di istituto, compete il rimborso delle relative spese.

Gli stessi ispettori determinano i limiti di percorrenza trimestrali entro i quali è consentito l'uso per servizio del mezzo proprio da parte di ciascun dipendente, nonchè la misura dei rimborsi di spesa che non dovrà mai superare quella indicata dall'articolo 11, sesto comma, della legge 15 aprile 1961, n. 291.

Per quanto non previsto dai due precedenti commi, si applica l'articolo 13 della legge 15 aprile 1961, n. 291.

Art. 7

Norme per l'avanzamento

L'avanzamento nel ruolo dei sottufficiali e delle guardie scelte viene disposto con la osservanza delle seguenti norme:

a) al grado di guardia scelta, per anzianità, alle guardie con almeno cinque anni di permanenza nel grado, giudicati idonei;

b) al grado di brigadiere, per anzianità, ai vice brigadieri con almeno due anni di permanenza nel grado, giudicati idonei,

c) col grado di maresciallo capo, per merito comparativo, ai marescialli ordinari con almeno due anni di permanenza nel grado, giudicati idonei.

Nulla è innovato per l'avanzamento ai gradi di vice brigadiere, di maresciallo ordinario e di maresciallo maggiore.

Il giudizio per la idoneità e la valutazione del merito comparativo sui promuovendi, sono demandati al Consiglio di amministrazione del Corpo forestale dello Stato.

Art. 8.

Estensione delle disposizioni degli articoli 27, 28, 31 *e* 48 *della legge* 15 *dicembre* 1961, *n.* 1304

Le disposizioni di cui agli articoli 27, 28, 31 e 46 della legge 15 dicembre 1961, n. 1304, si applicano anche nei confronti del personale proveniente dal soppresso Ufficio nazionale statistico economico dell'agricoltura inquadrato nei ruoli di cui alle tabelle I, III, IV e V annesse alla presente legge.

Art. 9.

Trattamento economico del personale appartenente al ruolo transitorio istituito con il decreto del Presidente della Repubblica 2 *maggio* 1953, *n.* 604.

Al personale appartenente al ruolo transitorio istituito con il decreto del Presidente della Repubblica 2 maggio 1953, n. 604, che esplichi mansioni di polizia forestale, si applica per quanto attiene al trattamento economico di attività, l'articolo 3 della legge 4 maggio 1951, n. 538.

A tal fine la qualifica di sorvegliante capo è equiparata al grado di brigadiere del Corpo forestale dello Stato e le qualifiche di sorvegliante di 1ª e di 2ª classe sono equiparate al grado di guardia scelta del Corpo forestale dello Stato.

Art. 10.

Riserva di posti per sottufficiali e guardie scelte nelle carriere esecutiva ed ausiliaria

Tutti i posti disponibili nel ruolo della carriera esecutiva del Corpo forestale dello Stato sono riservati ai sottufficiali del Corpo stesso che ne facciano domanda, purchè abbiano compiuto quindici anni di servizio.

La stessa domanda possono presentare, indipendentemente dall'indicata durata del servizio, i sottufficiali del Corpo forestale dello Stato i quali siano divenuti inabili al servizio attivo per ferite od infermità riportate nell'adempimento del servizio stesso. In tal caso la domanda può essere presentata fino al termine di un anno dal collocamento a riposo.

I predetti sottufficiali sono inquadrati nel ruolo della carriera esecutiva con la qualifica di « applicato »; per la loro promozione alla qualifica di primo archivista trova applicazione l'articolo 354 del decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3.

Un terzo dei posti disponibili nel ruolo del personale della carriera ausiliaria addetto agli uffici centrali e periferici del Ministero dell'agricoltura e delle foreste è conferito, a domanda, alle guardie scelte, divenute inabili al servizio forestale per ferite od infermità riportate nell'adempimento dei compiti di istituto, oppure che abbiano maturato quindici anni di anzianità di servizio nel Corpo forestale dello Stato.

Le predette guardie sono inquadrate con la qualifica di usciere.

La domanda di cui ai precedenti commi, può essere presentata anche dopo la cessazione dal servizio, ma non oltre il termine di un anno dalla data di collocamento a riposo, fatta eccezione per coloro che siano divenuti inabili al servizio per ferite od infermità riportate nell'adempimento del servizio stesso, i quali possono presentarla in ogni tempo.

Non possono presentare domande i sottufficiali cessati dal servizio per una delle cause previste dall'articolo 25, lettere *c*), *d*) ed *e*) della legge 3 aprile 1958, numero 460.

Art. 11.

Modalità per il passaggio nella carriera esecutiva del Corpo forestale dello Stato ed in quella ausiliaria del Ministero dell'agricoltura e delle foreste.

Il giudizio di idoneità per il passaggio dei sottufficiali nel ruolo della carriera esecutiva del Corpo forestale dello Stato è rimesso al Consiglio di amministrazione del Corpo; quello per il passaggio delle guardie scelte nel ruolo del personale addetto agli uffici centrali e periferici della carriera ausiliaria del Ministero dell'agricoltura e delle foreste è espresso dal relativo Consiglio di amministrazione.

La graduatoria in base alla quale i predetti appartenenti al Corpo forestale dello Stato sono chiamati all'impiego di cui al precedente articolo è determinata dalla data delle rispettive domande e, a parità di data, dall'anzianità di servizio.

Le domande presentate entro tre mesi dalla data di entrata in vigore della presente legge si intendono redatte sotto quest'ultima data.

Art. 12.

Trattamento economico per il personale proveniente dai sottufficiali, dalle guardie scelte e guardie del Corpo forestale dello Stato.

Agli impiegati della carriera esecutiva e della carriera ausiliaria provenienti dal ruolo dei sottufficiali, delle guardie scelte e guardie del Corpo forestale dello Stato sono ridotti di un anno tanti periodi di aumento dello stipendio nelle qualifiche di ciascuna delle predette carriere, quanti sono gli anni di servizio effettivamente prestato nel ruolo di provenienza.

NORME TRANSITORIE E FINALI

Art. 13.

Collocamento del personale nei nuovi ruoli

Il personale del ruolo tecnico superiore, del ruolo ad esaurimento, del ruolo della carriera esecutiva e del ruolo dei sottufficiali, delle guardie scelte e delle guardie dei servizi dell'economia montana e delle foreste è collocato rispettivamente nei ruoli di cui alle tabelle I, II, V e VI annesse alla presente legge.

Il personale del ruolo della carriera di concetto dei servizi dell'economia montana e delle foreste in possesso del titolo di studio di geometra o di perito agrario è collocato nel ruolo di cui alla tabella III annessa alla presente legge.

Nel ruolo di cui alla tabella IV annessa alla presente legge è collocato il personale del ruolo della carriera di concetto dei servizi dell'economia montana e delle foreste, in possesso del titolo di studio di ragioniere o di perito commerciale e, limitatamente alla prima attuazione della presente legge, anche il personale provvisto di altro titolo di studio equipollente.

Il collocamento del personale nei ruoli organici di cui alle predette tabelle è effettuato con l'attribuzione della qualifica o grado cui è annesso il coefficiente pari a quello della qualifica o grado rivestiti alla data di entrata in vigore della presente legge nel ruolo di appartenenza, con la conservazione dell'anzianità di carriera e di qualifica o di grado acquisiti.

In ciascuna qualifica o grado attribuito, l'ordine di successione è determinato dalla anzianità posseduta e dalla posizione acquisita nella qualifica o grado di appartenenza, alla data di entrata in vigore della presente legge.

Art. 14.

Inquadramento del personale dei ruoli aggiunti

Il personale dei ruoli aggiunti, istituiti a norma dell'articolo 71 del decreto del Presidente della Repubblica 11 gennaio 1956, n. 16, in corrispondenza dei ruoli organici sostituiti da quelli di cui alle tabelle annesse alla presente legge, è collocato nelle corrispondenti qualifiche dei ruoli organici.

Il personale di cui al precedente comma è inserito nelle predette qualifiche dopo l'ultimo degli impiegati ivi iscritto, conservando l'anzianità di carriera e di qualifica maturata nei ruoli speciali transitori ed aggiunti.

Le norme di cui ai precedenti commi e quelle dell'articolo 23 della legge 15 dicembre 1961, n. 1304, si applicano anche nei confronti del personale in servizio alla data di entrata in vigore della presente legge che sarà inquadrato nei ruoli aggiunti corrispondenti ai ruoli organici del Ministero dell'agricoltura e delle foreste, successivamente alla data di entrata in vigore della legge stessa.

Art. 15.

Conferimento del grado di vice brigadiere mediante esame di idoneità

Nella prima attuazione della presente legge un terzo dei posti nel grado di vice brigadiere sono conferiti mediante esame di idoneità al quale sono ammessi, previo giudizio favorevole del Consiglio di amministrazione, le guardie scelte che ne facciano domanda e che siano in possesso dei seguenti requisiti:

a) abbiano un'anzianità minima di sei anni nel grado;

b) abbiano riportato nell'ultimo quinquennio una classifica non inferiore ad « ottimo con punti 9 »;

c) non siano sottoposti a rafferma di esperimento;

d) non abbiano riportato sanzioni disciplinari nei due anni precedenti la data di pubblicazione del bando.

Il requisito di cui alla lettera *a*) deve essere posseduto alla data di scadenza del termine stabilito per la presentazione delle domande di partecipazione all'esame.

Art. 16.

Svolgimento dell'esame di idoneità

L'esame di idoneità consiste in una prova orale su materie attinenti al servizio di istituto.

Per lo svolgimento dell'esame si applicano le disposizioni stabilite dall'articolo 6, commi terzo, quarto e quinto del decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3.

Sono dichiarati idonei coloro i quali conseguono una votazione non inferiore a settanta centesimi.

A parità di voto ha la precedenza il più anziano di ruolo.

La graduatoria degli idonei è sottoposta al Ministro il quale, accertata la regolarità del procedimento, lo approva con proprio decreto.

La nomina a vice brigadiere è conferita con decreto del Ministro nell'ordine della graduatoria e nel limite dei posti disponibili.

Il giudizio sull'idoneità e la formazione della graduatoria sono demandati ad una Commissione esaminatrice nominata con decreto del Ministro e composta: da un ispettore generale del ruolo tecnico superiore del Corpo forestale dello Stato, che la presiede e da quattro impiegati dello stesso ruolo con la qualifica non inferiore ad ispettore principale. Esercita le funzioni di segretario un impiegato con la qualifica non inferiore ad ispettore od equiparata.

Art. 17.

Norme per la promozione a primo archivista dei sottufficiali transitati nella carriera esecutiva

I sottufficiali del Corpo forestale dello Stato collocati nella carriera esecutiva a norma dei precedenti articoli, non possono essere scrutinati per la promozione a primo archivista, fino a quando il personale in ruolo o pervenuto nel ruolo a seguito del concorso, bandito precedentemente alla data di entrata in vigore della presente legge, non abbia maturato la prescritta anzianità per la promozione a tale qualifica.

Art. 18.

Riserva di posti per i dipendenti non di ruolo

Nel primo triennio di applicazione della presente legge, tutti i posti disponibili nelle qualifiche iniziali dei ruoli di cui alle tabelle V, VI e X annesse alla legge 15 dicembre 1961, n. 1304, e dei ruoli di cui alle tabelle III, IV, V, VII annesse alla presente legge, sono conferiti, nei limiti di un terzo, mediante concorsi semestrali riservati, al personale impiegatizio non di ruolo del Ministero dell'agricoltura e delle foreste, in possesso dei prescritti requisiti generali, compreso il titolo di studio, prescindendo dal limite massimo di età.

Le modalità dei concorsi di cui al precedente comma sono determinate dal Ministro per l'agricoltura e per le foreste con i decreti con i quali i concorsi stessi vengono indetti.

Art. 19.

Riduzione del periodo di anzianità per le promozioni

Per il periodo di due anni dalla data di entrata in vigore della presente legge i periodi di anzianità previsti dalle vigenti disposizioni per il conferimento dei posti disponibili mediante scrutinio per merito comparativo, per anzianità ed a scelta sono ridotti a metà per tutto il personale dei ruoli del Corpo forestale dello Stato.

Per i primi due concorsi che saranno banditi dopo l'entrata in vigore della presente legge il periodo di anzianità previsto dalle vigenti disposizioni per la promozione alla qualifica di ispettore superiore, di primo coadiutore, di primo segretario contabile e di primo archivista, sia mediante concorso per merito distinto, sia mediante esame di idoneità è ridotto di due anni.

Le riduzioni di anzianità di cui ai precedenti commi non si applicano al personale che abbia già fruito di analogo beneficio in base a norme relative alle carriere del Ministero dell'agricoltura e delle foreste, in precedenti promozioni.

Art. 20.

Norme finanziarie

I proventi netti, finora non utilizzati, derivanti dalla gestione di grano estero, affluiranno, fino all'importo di lire 2.400 milioni, ad apposito conto corrente di Tesoreria dal quale saranno prelevati per essere versati allo stato di previsione dell'entrata a copertura degli oneri recati dalla presente legge.

Art. 21.

Copertura della spesa

Agli oneri di lire 400 milioni e di lire 2.000 milioni, derivanti dall'applicazione della presente legge, rispettivamente, negli esercizi 1962-63 e 1963-64, si farà fronte con i proventi di cui al precedente articolo.

Il Ministro per il tesoro è autorizzato a provvedere, con propri decreti, alle occorrenti variazioni di bilancio negli esercizi sopraindicati.

Art. 22.

Decorrenza delle legge

La presente legge ha effetto dal 1° aprile 1963.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 18 febbraio 1963

SEGNI

FANFANI — RUMOR — TREMELLONI

Visto, *il Guardasigilli*: BOSCO

TABELLA I

CARRIERA DIRETTIVA

RUOLO TECNICO SUPERIORE FORESTALE (UFFICIALI)

Personale tecnico con funzioni di polizia

Coefficiente	Qualifica	Posti in organico
670	Ispettore generale	30
500	Ispettore capo	100
402	Ispettore superiore	210
325	Ispettore principale	
271	Ispettore	360 (*a*)
229	Ispettore aggiunto	
		700

(*a*) I posti che si renderanno disponibili nella qualifica iniziale per effetto dell'aumento di organico saranno conferiti, in sede di prima attuazione della legge, per non più di 100 posti nel primo anno di applicazione, per non più di 100 posti nel secondo, per i rimanenti posti nel terzo anno.

TABELLA II

CARRIERA DIRETTIVA

RUOLO AD ESAURIMENTO (UFFICIALI)

Personale tecnico con funzioni di polizia

Coefficiente	Qualifica	Posti in organico
670	Ispettore generale	1
500	Ispettore capo	5
		6

TABELLA III

CARRIERA DI CONCETTO

RUOLO DEI COADIUTORI

Coefficiente	Qualifica	Posti in organico
500	Coadiutore capo	13
402	Coadiutore principale	70
325	Primo coadiutore	97
271	Coadiutore	
229	Coadiutore aggiunto	220
202	Vice coadiutore	
		400

TABELLA IV

CARRIERA DI CONCETTO

RUOLO DEI SERVIZI CONTABILI

Coefficiente	Qualifica	Posti in organico
500	Segretario contabile capo	5
402	Segretario contabile principale	23
325	Primo segretario contabile	32
271	Segretario contabile	
229	Segretario contabile aggiunto	70
202	Vice segretario contabile	
		130

TABELLA V

CARRIERA ESECUTIVA

RUOLO DEL PERSONALE ESECUTIVO

Coefficiente	Qualifica	Posti in organico
325	Archivista superiore	15
271	Archivista capo	45
229	Primo archivista	100
202	Archivista	
180	Applicato	290
157	Applicato aggiunto	
		450

TABELLA VI

RUOLO DEI SOTTUFFICIALI, GUARDIE SCELTE E GUARDIE

Personale tecnico con funzioni di polizia

Coefficiente	Qualifica	Posti in organico
271	Maresciallo maggiore	200
229	Maresciallo capo	220
202	Maresciallo ordinario	260
180	Brigadiere	1.300
157	Vice brigadiere	
131	Guardia scelta	1.500
128	Guardia Allievo guardia	1.800 (*a*)
		5.280

(*a*) I posti che si renderanno disponibili nel grado di guardia, per effetto dell'aumento di organico, saranno conferiti in ragione di non più di 360 posti per ciascun anno dei tre anni di prima applicazione della presente legge.

TABELLA VII

RUOLO CENTRALE E PERIFERICO DEL PERSONALE ESECUTIVO DEL MINISTERO DELL'AGRICOLTURA E DELLE FORESTE

Coefficiente	Qualifica	Posti in organico
325	Archivista superiore	32
271	Archivista capo	100
229	Primo archivista	220
202	Archivista	
180	Applicato	648
157	Applicato aggiunto	
		1.000

TABELLA VIII

RUOLO CENTRALE E PERIFERICO DEI SORVEGLIANTI DEGLI ISTITUTI DI INCREMENTO IPPICO

Coefficiente	Qualifica	Posti in organico
325	Sorvegliante superiore	1
271	Sorvegliante capo	3
229	Primo sorvegliante	6
202	Sorvegliante	
180	Aiuto sorvegliante	22
157	Sorvegliante aggiunto	
		32

TABELLA IX

RUOLO CENTRALE E PERIFERICO DEGLI ASSISTENTI TECNICI

Ruolo ad esaurimento

Coefficiente	Qualifica	Posti in organico
325	Assistente tecnico superiore . . .	1
271	Assistente tecnico capo	4
229	Primo assistente tecnico	8
202	Assistente tecnico	
180	Assistente tecnico aggiunto . .	33
157	Vice assistente tecnico	
		46

Il presente decreto sarà trasmesso alla Corte dei conti per la registrazione e verrà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 3 settembre 1962

Il Ministro per l'industria e il commercio
COLOMBO

Il Ministro per il tesoro
TREMELLONI

Il Ministro per le finanze
TRABUCCHI

Registrato alla Corte dei conti, addì 28 febbraio 1963
Registro n. 2 Industria e commercio, foglio n. 250

(1686)

ERRATA-CORRIGE

Nel decreto del Presidente della Repubblica 18 febbraio 1963, n. 170 « Variazioni al bilancio per l'esercizio finanziario 1962-63, ai sensi dell'art. 41, primo comma, del regio decreto 18 novembre 1923, n. 2440 (1° Provvedimento) », pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 68 dell'11 marzo 1963 alla pagina 1286, seconda colonna, terza riga, la cifra di L. 1.600.000 relativa al Cap. n. 14 — Pensioni ordinarie, ecc., deve intendersi sostituita da quella di L. 2.014.300.000.

DECRETO MINISTERIALE 3 settembre 1962.

Sostituzione di un membro del Comitato di cui all'art. 12 della legge 8 luglio 1950, n. 640 sulla disciplina delle bombole di metano.

IL MINISTRO
PER L'INDUSTRIA E PER IL COMMERCIO
DI CONCERTO CON
I MINISTRI PER IL TESORO E PER LE FINANZE

Vista la legge 8 luglio 1950, n. 640, sulla disciplina delle bombole per metano;

Visto l'art. 6 della legge 10 febbraio 1953, n. 136, con il quale le funzioni dell'Ente nazionale metano sono attribuite all'Ente nazionale idrocarburi;

Visto il decreto ministeriale 20 novembre 1950, registrato alla Corte dei conti il 20 gennaio 1951, registro n. 7 Industria e commercio, foglio n. 354, concernente la nomina dei componenti il Comitato di cui all'art. 12 della legge 8 luglio 1950, n. 640;

Considerata l'opportunità di sostituire il dott. Guido Giorgi, nominato in rappresentanza del Ministero dell'industria e del commercio, quale membro del suddetto Comitato, con funzioni di presidente, perchè impegnato in altro incarico, e di affidare la presidenza ad altro membro del Comitato stesso;

Decreta:

Art. 1.

Il dott. Manlio Guerrieri, direttore di divisione, è nominato membro del Comitato di cui all'art. 12 della legge 8 luglio 1950, n. 640, in sostituzione del dottor Guido Giorgi, quale rappresentante del Ministero dell'industria e del commercio.

Art. 2.

Il dott. Demetrio Menegatti, ispettore generale, membro del Comitato di cui al precedente art. 1, assume le funzioni di presidente del Comitato stesso.

DECRETO MINISTERIALE 28 febbraio 1963.

Riconoscimento definitivo di stazione di soggiorno e turismo al territorio del comune di Ceriale (Savona).

IL MINISTRO
PER IL TURISMO E LO SPETTACOLO
DI CONCERTO CON
IL MINISTRO PER L'INTERNO
E
IL MINISTRO PER LE FINANZE

Visto il decreto del Ministro per l'interno di concerto con il Ministro per le finanze in data 15 ottobre 1957, con il quale all'intero territorio del comune di Ceriale (Savona) è stato riconosciuto il carattere di stazione di soggiorno e turismo, in via provvisoria, ai sensi del regio decreto-legge 15 aprile 1926, n. 765, e successive modificazioni;

Vista la deliberazione del Consiglio comunale di Ceriale in data 20 gennaio 1961, n. 11, con la quale è stato proposto che al territorio di quel Comune venga riconosciuto, in via definitiva, il carattere di stazione di cura, soggiorno e turismo;

Udito il parere espresso dal Consiglio centrale del turismo, ai sensi dell'art. 1 del decreto del Presidente della Repubblica 27 agosto 1960, n. 1043;

Vista la legge 31 luglio 1959, n. 617;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 27 agosto 1960, n. 1042;

Decreta:

Articolo unico.

E' confermato, in via definitiva, il riconoscimento di stazione di soggiorno e turismo all'intero territorio del comune di Ceriale (Savona), amministrato per il conseguimento delle finalità turistiche locali dall'Azienda autonoma di soggiorno e turismo di Ceriale.

Il prefetto di Savona è incaricato della esecuzione del presente decreto.

Roma, addì 28 febbraio 1963

Il Ministro per il turismo e lo spettacolo
FOLCHI

Il Ministro per l'interno
TAVIANI

Il Ministro per le finanze
TRABUCCHI

(1735)

DECRETO MINISTERIALE 28 febbraio 1963.

Riconoscimento definitivo di stazione di soggiorno e turismo del comune di Roseto degli Abruzzi (Teramo).

IL MINISTRO
PER IL TURISMO E LO SPETTACOLO
DI CONCERTO CON
IL MINISTRO PER L'INTERNO
E
IL MINISTRO PER LE FINANZE

Visto il decreto del Ministro per l'interno di concerto con il Ministro per le finanze, in data 15 ottobre 1957, con il quale all'intero territorio del comune di Roseto degli Abruzzi (Teramo) è stato riconosciuto il carattere di stazione di soggiorno e turismo, in via provvisoria, ai sensi del regio decreto-legge 15 aprile 1926, n. 765, e successive modificazioni;

Visto l'atto 22 gennaio 1962, n. 507, con il quale l'Ente provinciale per il turismo ha proposto che al territorio del comune di Roseto degli Abruzzi venga riconosciuto, in via definitiva, il carattere di stazion di cura, soggiorno e turismo;

Sentito il Consiglio comunale di Roseto degli Abruzzi;

Udito il parere espresso dal Consiglio centrale del turismo, ai sensi dell'art. 1 del decreto del Presidente della Repubblica 27 agosto 1960, n. 1043;

Vista la legge 31 luglio 1959, n. 617;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 27 agosto 1960, n. 1042;

Decreta:

Articolo unico.

E' confermato, in via definitiva, il riconoscimento di stazione di soggiorno e turismo all'intero territorio del comune di Roseto degli Abruzzi (Teramo), amministrato per il conseguimento delle finalità turistiche locali dall'Azienda autonoma di soggiorno e turismo di Roseto degli Abruzzi.

Il prefetto di Teramo è incaricato della esecuzione del presente decreto.

Roma, addì 28 febbraio 1963

Il Ministro per il turismo e lo spettacolo
FOLCHI

Il Ministro per l'interno
TAVIANI

Il Ministro per le finanze
TRABUCCHI

(1733)

DECRETO MINISTERIALE 28 febbraio 1963.

Riconoscimento definitivo di stazione di cura, soggiorno e turismo al territorio del comune di Vico Equense (Napoli).

IL MINISTRO
PER IL TURISMO E LO SPETTACOLO
DI CONCERTO CON
IL MINISTRO PER L'INTERNO
E
IL MINISTRO PER LE FINANZE

Visto il decreto del Ministro per l'interno di concerto con il Ministro per le finanze in data 21 luglio 1958, con il quale all'intero territorio del comune di Vico Equense (Napoli) è stato riconosciuto il carattere di soggiorno, cura e turismo, in via provvisoria, ai sensi del regio decreto-legge 15 aprile 1926, n. 765, e successive modificazioni;

Vista la deliberazione del Consiglio di amministrazione dell'Ente provinciale del turismo di Napoli in data 2 febbraio 1962, n. 21, con la quale è stato proposto che al territorio del comune di Vico Equense venga riconosciuto, in via definitiva, il carattere di stazione di cura, soggiorno e turismo;

Sentito il Consiglio comunale di Vico Equense;

Udito il parere espresso dal Consiglio centrale del turismo, ai sensi dell'art. 1 del decreto del Presidente della Repubblica 27 agosto 1960, n. 1043;

Vista la legge 31 luglio 1959, n. 617;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 27 agosto 1960, n. 1042;

Decreta:

Articolo unico.

E' confermato, in via definitiva, il riconoscimento di stazione di cura, soggiorno e turismo all'intero territorio del comune di Vico Equense (Napoli), amministrato per il conseguimento delle finalità turistiche locali dall'Azienda autonoma di cura, soggiorno e turismo di Vico Equense.

Il prefetto di Napoli è incaricato della esecuzione del presente decreto.

Roma, addì 28 febbraio 1963

Il Ministro per il turismo e lo spettacolo
FOLCHI

Il Ministro per l'interno
TAVIANI

Il Ministro per le finanze
TRABUCCHI

(1732)

DECRETO MINISTERIALE 28 febbraio 1963.

Riconoscimento di stazione di soggiorno e turismo al territorio dei comuni di Calalzo di Cadore, Domegge di Cadore, Lorenzago di Cadore, Lozzo di Cadore e Vigo di Cadore (Belluno).

IL MINISTRO
PER IL TURISMO E LO SPETTACOLO
DI CONCERTO CON
IL MINISTRO PER L'INTERNO
E
IL MINISTRO PER LE FINANZE

Viste le deliberazioni dei Consigli comunali di Calalzo di Cadore, Domegge di Cadore, Lorenzago di Cadore, Lazzo di Cadore e Vigo di Cadore (Belluno) rispettivamente in data 21 settembre 1960, n. 97, 30 agosto 1960, n. 34, 21 settembre 1960, n. 48, 14 settembre 1960, n. 83, e 18 marzo 1961, n. 44, con le quali è stato proposto che al territorio di quei Comuni venga riconosciuto il carattere di stazione di soggiorno e turismo;

Udito il parere espresso dal Consiglio centrale del turismo, ai sensi dell'art. 1 del decreto del Presidente della Repubblica 27 agosto 1960, n. 1043;

Vista la legge 31 luglio 1959, n. 617;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 27 agosto 1960, n. 1042;

Decreta:

Art. 1.

All'intero territorio dei comuni di Calalzo di Cadore, Domegge di Cadore, Lorenzago di Cadore, Lozzo di Cadore e Vigo di Cadore (Belluno) è conferito il riconoscimento di stazione di soggiorno e turismo.

Art. 2.

Per il conseguimento delle finalità turistiche dell'intero territorio dei Comuni indicati all'art. 1, è istituita l'Azienda autonoma di soggiorno e turismo denominata « Centro Cadore », con sede in Calalzo di Cadore.

Il prefetto di Belluno è incaricato della esecuzione del presente decreto.

Roma, addì 28 febbraio 1963

Il Ministro per il turismo e lo spettacolo
FOLCHI

Il Ministro per l'interno
TAVIANI

Il Ministro per le finanze
TRABUCCHI

(1736)

DECRETO MINISTERIALE 28 febbraio 1963.

Riconoscimento definitivo di stazione di soggiorno e turismo al territorio dei comuni di Santo Stefano di Cadore, San Nicolò Comelico, Comelico Superiore, San Pietro di Cadore e Danta (Belluno).

IL MINISTRO
PER IL TURISMO E LO SPETTACOLO
DI CONCERTO CON
IL MINISTRO PER L'INTERNO
E
IL MINISTRO PER LE FINANZE

Visti i decreti del Ministro per l'interno di concerto con il Ministro per le finanze in data 15 luglio 1953 e 22 ottobre 1957, con i quali al territorio dei comuni di Santo Stefano di Cadore, San Nicolò Comelico, Comelico Superiore, San Pietro di Cadore e Danta è stato riconosciuto il carattere di stazione di soggiorno e turismo, in via provvisoria, ai sensi del regio decreto-legge 15 aprile 1926, n. 765, e successive modificazioni;

Vista la deliberazione del Consiglio di amministrazione dell'Ente provinciale del turismo di Belluno in data 12 aprile 1962, n. 37, con la quale è stato proposto che al territorio dei Comuni suddetti venga riconosciuto, in via definitiva, il carattere di stazione di soggiorno e turismo;

Sentiti i Consigli comunali interessati;

Udito il parere espresso dal Consiglio centrale del turismo, ai sensi dell'art. 1 del decreto del Presidente della Repubblica 27 agosto 1960, n. 1043;

Vista la legge 31 luglio 1959, n. 617;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 27 agosto 1960, n. 1042;

Decreta:

Articolo unico.

E' confermato, in via definitiva, il riconoscimento di stazione di soggiorno e turismo all'intero territorio dei comuni di Santo Stefano di Cadore, San Nicolò Comelico, Comelico superiore, San Pietro di Cadore e Danta, amministrato per il conseguimento delle finalità turistiche locali dall'Azienda autonoma di soggiorno e turismo « Val Comelico », con sede in Santo Stefano di Cadore.

Il prefetto di Belluno è incaricato della esecuzione del presente decreto.

Roma, addì 28 febbraio 1963

Il Ministro per il turismo e lo spettacolo
FOLCHI

Il Ministro per l'interno
TAVIANI

Il Ministro per le finanze
TRABUCCHI

(1734)

DECRETO MINISTERIALE 8 marzo 1963.

Acquisto e vendita di titoli azionari e obbligazionari emessi o pagabili all'estero.

IL MINISTRO PER IL COMMERCIO CON L'ESTERO
DI CONCERTO CON
IL MINISTRO PER IL TESORO

Visto il decreto-legge 6 giugno 1956, n. 476, convertito, con modificazioni, nella legge 25 luglio 1956, numero 786, concernente nuove norme valutarie e l'istituzione di un mercato libero di biglietti di Stato e di banca esteri;

Visto il decreto ministeriale 6 giugno 1956, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del 7 giugno 1956, n. 138, relativo alle norme concernenti i crediti e i debiti verso l'estero ai sensi dell'art. 2 del decreto-legge 6 giugno 1956, n. 476, e successive modificazioni;

Visto il decreto ministeriale 6 giugno 1956, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del 7 giugno 1956, n. 138, relativo alle norme concernenti le quote di partecipazione in società aventi la sede all'estero e i titoli azionari e obbligazionari emessi o pagabili all'estero ai sensi dell'art. 5 del decreto-legge 6 giugno 1956, n. 476;

Visto il decreto ministeriale 22 febbraio 1961, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del 25 febbraio 1961, n. 50, relativo all'acquisto ed alla vendita di titoli azionari e obbligazionari emessi o pagabili all'estero da parte di società ed enti finanziari con sede nel territorio della Repubblica;

Visto il decreto ministeriale 14 novembre 1961, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del 2 dicembre 1961, n. 299, relativo all'acquisto ed alla vendita di titoli obbligazionari emessi da istituzioni finanziarie internazionali;

Visto il decreto ministeriale 4 dicembre 1961, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del 23 dicembre 1961, n. 318, relativo a modificazione al decreto ministeriale 22 febbraio 1961 concernente l'acquisto e la vendita di titoli azionari e obbligazionari emessi o pagabili all'estero da parte di società ed enti finanziari con sede nel territorio della Repubblica;

Vista la legge 29 dicembre 1962, n. 1745 concernente l'istituzione di una ritenuta d'acconto o di imposta sugli utili distribuiti dalle società e modificazioni della disciplina della nominatività obbligatoria dei titoli azionari;

Decreta:

Art. 1.

Le persone fisiche e giuridiche considerate residenti ai sensi dell'art. 1 del decreto-legge 6 giugno 1956, n. 476, possono acquistare e vendere titoli azionari ed obbligazionari emessi o pagabili all'estero, quotati nei listini pubblicati dalle borse estere o da organi con esse collegati.

Art. 2.

I titoli di cui al precedente articolo possono essere negoziati tra i residenti contro lire.

Art. 3.

Le negoziazioni di cui agli articoli precedenti ed il conseguente regolamento del prezzo debbono aver luogo per il tramite della Banca d'Italia o delle aziende di credito da questa autorizzate a fungere da sue agenzie, con l'osservanza delle norme vigenti al momento della operazione.

Art. 4.

I residenti, salvo deroghe accordate dal Ministero del commercio con l'estero, hanno l'obbligo di costituire in deposito a custodia al loro nome, presso la Banca d'Italia o presso le aziende di credito da questa autorizzate a fungere da sue agenzie, i titoli azionari e obbligazionari emessi o pagabili all'estero di cui siano comunque divenuti proprietari.

Il deposito può essere costituito anche presso banche dell'estero, a nome delle aziende di credito di cui al comma precedente, per conto degli aventi diritto.

Art. 5.

Sono abrogati: il decreto ministeriale 6 giugno 1956, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del 7 giugno 1956, n. 138, relativo alle norme concernenti le quote di partecipazione in società aventi la sede all'estero e i titoli azionari e obbligazionari emessi o pagabili all'estero ai sensi dell'art. 5 del decreto-legge 6 giugno 1956, n. 476; il decreto ministeriale 22 febbraio 1961, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del 25 febbraio 1961, n. 50; il decreto ministeriale 14 novembre 1961, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del 2 dicembre 1961, n. 299 e il decreto ministeriale 4 dicembre 1961, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del 23 dicembre 1961, n. 318.

Art. 6.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana ed entrerà in vigore il quindicesimo giorno successivo a quello della sua pubblicazione.

Roma, addì 8 marzo 1963

Il Ministro per il commercio con l'estero
PRETI

Il Ministro per il tesoro
TREMELLONI

(1753)

DECRETO MINISTERIALE 11 marzo 1963.

Approvazione di una tariffa di assicurazione sulla vita, presentata dalla Società reale mutua di assicurazioni, con sede in Torino.

IL MINISTRO
PER L'INDUSTRIA E PER IL COMMERCIO

Visto il testo unico delle leggi sull'esercizio delle assicurazioni private approvato con decreto del Presidente della Repubblica del 13 febbraio 1959, n. 449;

Visto il regolamento approvato con regio decreto 4 gennaio 1925, n. 63, modificato con i regi decreti 4 marzo 1926, n. 519 e 22 aprile 1940, n. 469;

Vista la domanda della Società reale mutua di assicurazioni, con sede in Torino, intesa ad ottenere la approvazione di una tariffa di assicurazione sulla vita, in sostituzione dell'analoga attualmente in vigore;

Vista la relazione tecnica;

Decreta:

E' approvato secondo il testo, debitamente autenticato, la seguente tariffa di assicurazione sulla vita, presentata dalla « Società reale mutua di assicurazioni », con sede in Torino:

Tariffa 8-3, relativa all'assicurazione, a premio annuo, di annualità temporanee certe pagabili in caso di morte dell'assicurato entro un determinato periodo di tempo e sino al termine del periodo stesso.

Roma, addì 11 marzo 1963

(1661) p. *Il Ministro*: GASPARI

DECRETO MINISTERIALE 12 marzo 1963.

Classificazione tra le provinciali di una strada in provincia di Cremona.

IL MINISTRO PER I LAVORI PUBBLICI

Vista la legge 12 febbraio 1958, n. 126;

Vista la deliberazione n. 15157 in data 18 dicembre 1961, dell'Amministrazione provinciale di Cremona, concernente la classificazione a provinciale del nuovo tronco della strada di: Ripalta Arpina - Castelleone, da Ripalta Arpina alla strada provinciale Castelleone presso il Santuario della Misericordia, della lunghezza di Km. 1+580;

Visto il voto in data 11 dicembre 1962, n. 2452, con il quale il Consiglio superiore dei lavori pubblici ha riconosciuto che la strada in parola possiede i requisiti voluti dall'art. 4 della succitata legge;

Ritenuto che la suddetta strada può, pertanto, essere classificata provinciale ai sensi dell'art. 5 della legge numero 126;

Decreta:

Ai sensi e per gli effetti della legge 12 febbraio 1958, n. 126, il nuovo tronco della strada di: Ripalta Arpina-Castelleone, da Ripalta Arpina alla strada provinciale Castelleone presso il Santuario della Misericordia, della lunghezza di Km. 1 + 580, è classificato provinciale.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 12 marzo 1963

(1667) *Il Ministro*: SULLO

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

MINISTERO DEGLI AFFARI ESTERI

COMUNITA' EUROPEE

Bando di gara n. 271, relativo all'ingrandimento del porto di Pointe-à-Pietre (Guadalupa)

La « Gazzetta Ufficiale delle Comunità Europee » pubblica nel n. 27 del 20 febbraio 1963 il bando di gara n. 271, relativo all'ingrandimento del porto di Pointe-à-Pietre (Guadalupa). Luogo d'esecuzione: Isola della Guadalupa. La spesa verrà sostenuta dalla Comunità Economica Europea (Fondo per lo sviluppo dei PTOM) per un ammontare presunto di Fr. f. 16.000.000. Termine previsto per l'esecuzione: due anni.

Le offerte dovranno essere inviate a: Monsieur le Préfet de la Guadeloupe 3ème Division 1er Bureau à Basse-Terre (Guadeloupe), entro il 20 giugno 1963 alle ore 17 locali.

In applicazione dell'art. 132, paragrafo 4, del Trattato di Roma, la partecipazione alle gare è aperta a parità di condizioni a tutte le persone fisiche e giuridiche appartenenti agli Stati membri ed ai Paesi e Territori d'Oltremare associati alla Comunità Economica Europea.

(1715)

Avviso di aggiudicazione n. 272, relativo alla sistemazione della rete di drenaggio per acque piovane nella città di Lemba Est (Leopoldville).

La « Gazzetta Ufficiale delle Comunità Europee » pubblica nel n. 31 del 28 febbraio 1963 l'avviso di aggiudicazione n. 272, relativo alla sistemazione della rete di drenaggio per acque piovane nella città di Lemba Est (Leopoldville). Luogo di esecuzione dei lavori: Città Lemba-Est (Leopoldville). Termine previsto per l'esecuzione: 350 giorni di calendario. Data e luogo di apertura delle offerte: 21 maggio 1963, alle ore 8,00 GMT (corrispondenti alle ore 9 locali), negli uffici del Segretariato generale dei lavori pubblici Immobile dell'Amministrazione a Leopoldville-Kalina.

In applicazione dell'art. 132, paragrafo 4, del Trattato di Roma, la partecipazione alle gare è aperta a parità di condizioni a tutte le persone fisiche e giuridiche appartenenti agli Stati membri ed ai Paesi e Territori d'Oltremare associati alla Comunità Economica Europea.

(1716)

Avviso di aggiudicazione n. 273, relativo ai lavori contro l'erosione-sistemazione del quartiere « du Parc » a Matadi

La « Gazzetta Ufficiale delle Comunità Europee » pubblica nel n. 31 del 28 febbraio 1963 l'avviso di aggiudicazione n. 273, relativo ai lavori contro l'erosione-sistemazione del quartiere « du Parc » a Matadi. Luogo di esecuzione dei lavori: Matadi nella Repubblica del Congo (Leopoldville). Termine previsto per l'esecuzione: 350 giorni di calendario. Data e luogo di apertura delle offerte: 21 maggio 1963 alle ore 14 GMT (corrispondenti alle ore 15 locali), negli Uffici del Segretariato generale dei lavori pubblici Immobile dell'Amministrazione a Leopoldville-Kalina.

In applicazione dell'art. 132, paragrafo 4, del Trattato di Roma, la partecipazione alle gare è aperta a parità di condizioni a tutte le persone fisiche e giuridiche appartenenti agli Stati membri ed ai Paesi e Territori d'Oltremare associati alla Comunità Economica Europea.

(1717)

Avviso di aggiudicazione n. 274, relativo alla sistemazione della strada dell'Ituri (Stanleyville)

La « Gazzetta Ufficiale delle Comunità Europee » pubblica nel n. 31 del 28 febbraio 1963 l'avviso di aggiudicazione n. 274, relativo alla sistemazione della strada dell'Ituri (Stanleyville) tra il km. 21 (Madula) ed il km. 150. Luogo di esecuzione dei lavori: Regione di Stanleyville. Termine previsto per l'esecuzione: 750 giorni di calendario. Data e luogo di apertura dell'offerta: 20 maggio 1963 alle ore 8 GMT (corrispondenti alle ore 9 locali), negli Uffici del Segretariato generale dei lavori pubblici - Immobile dell'Amminisrazione - a Leopoldville-Kalina.

In applicazione dell'art. 132, paragrafo 4, del Trattato di Roma, la partecipazione alle gare è aperta a parità di condizioni a tutte le persone fisiche e giuridiche appartenenti agli Stati membri ed ai Paesi e Territori d'Oltremare associati alla Comunità Economica Europea.

(1718)

Avviso di aggiudicazione n. 275, relativo alla sistemazione della strada Leopoldville-Kenge

La « Gazzetta Ufficiale delle Comunità Europee » pubblica nel n. 31 del 28 febbraio 1963 l'avviso di aggiudicazione n. 275, relativo alla sistemazione della strada Leopoldville-Kenge, per complessivi km. 62. Luogo di esecuzione dei lavori: tra Takundi e Kenge, nella Repubblica del Congo (Leopoldville). Termine previsto per l'esecuzione: 600 giorni di calendario. Data e luogo di apertura delle offerte: 20 maggio 1963 alle ore 14 GMT (corrispondenti alle ore 15 locali) negli Uffici del Segretariato generale dei lavori pubblici Immobili dell'Amministrazione - Leopoldville-Kalina.

In applicazione dell'art. 132, paragrafo 4, del Trattato di Roma, la partecipazione alle gare è aperta a parità di condizioni a tutte le persone fisiche e giuridich appartenenti agli Stati membri ed ai Paesi e Territori d'Oltremare associati alla Comunità Economica Europea.

(1719)

MINISTERO DEI LAVORI PUBBLICI

PROVVEDITORATO REGIONALE ALLE OPERE PUBBLICHE PER LA CAMPANIA ED IL MOLISE NAPOLI

Approvazione del piano di zona del comune di Montecalvo Irpino

Con decreto provveditoriale in data 11 marzo 1963, n. 11588, respinte le opposizioni a firma di: 1) Franco Maria e Petruccelli Gemma; 2) Sorrentino Alba; 3) Bellaroba Giuseppe; 4) D'Addona Federico; 5) Canelli Bernardo; 6) Iorio Maria maritata Isabella; 7) Cavalletti Rosario; 8) Addonizio Rita; 9) Mobilia Antonio; 10) Marra Francesco; 11) Sorrentino Gerardo; 12) Sorrentino Giuseppe; 13) Pizzillo Emanuele, è stato approvato il piano di zona del comune di Montecalvo Irpino, redatto ai sensi e per gli effetti della legge 18 aprile 1962, n. 167, con efficacia di anni 10 (dieci) a decorrere dalla data del decreto stesso.

(1569)

MINISTERO DELL'INDUSTRIA E DEL COMMERCIO

Rinunzia all'allestimento della « VI Mostra delle attività economiche » di Vercelli

La Camera di commercio, industria e agricoltura di Vercelli, con lettera del 2 marzo 1963, n. 5233, ha comunicato di rinunziare all'allestimento della « VI Mostra delle attività economiche », che avrebbe dovuto aver luogo in Vercelli dall'1 al 15 settembre 1963.

(1564)

MINISTERO DELL'INTERNO

Autorizzazione al comune di Aversa ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 15 marzo 1963, il comune di Aversa (provincia di Caserta) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 364.000.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(1773)

Autorizzazione al comune di Jesi ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 15 marzo 1963, il comune di Jesi (provincia di Ancona) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 140.000.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(1774)

Autorizzazione al comune di Galatina ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 15 marzo 1963, il comune di Galatina (provincia di Lecce) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 159.000.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(1775)

Autorizzazione al comune di Lucera ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 15 marzo 1963, il comune di Lucera (provincia di Foggia) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 135.500.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(1776)

Autorizzazione al comune di Gragnano ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 15 marzo 1963, il comune di Gragnano (provincia di Napoli) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 133.500.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(1777)

Autorizzazione al comune di Grottaglie ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 15 marzo 1963, il comune di Grottaglie (provincia di Taranto) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 50.600.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(1778)

Autorizzazione al comune di Foggia ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 5 marzo 1963, il comune di Foggia viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 2.225.500.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(1780)

Autorizzazione al comune di L'Aquila ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 5 marzo 1963, il comune di L'Aquila, viene autorizzato ad assumere un mutuo di lire 957.500.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962, e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso ai sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(1826)

MINISTERO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

Vacanza della cattedra di « Diritto romano » presso la Facoltà di giurisprudenza della Università di Cagliari

Ai sensi e per gli effetti dell'art. 3 del decreto legislativo luogotenenziale 5 aprile 1945, n. 238, si comunica che presso la Facoltà di giurisprudenza dell'Università di Cagliari, è vacante la cattedra di « Diritto romano » cui la Facoltà interessata intende provvedere mediante trasferimento.

Gli aspiranti al trasferimento medesimo dovranno presentare le proprie domande, direttamente al preside della Facoltà, entro trenta giorni dalla pubblicazione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

(1785)

Vacanza della cattedra di « Filosofia del diritto » presso la Facoltà di giurisprudenza della Università di Firenze

Ai sensi e per gli effetti dell'art. 3 del decreto legislativo luogotenenziale 5 aprile 1945, n. 238, si comunica che presso la Facoltà di giurisprudenza dell'Università di Firenze, è vacante la cattedra di « Filosofia del diritto » cui la Facoltà interessata intende provvedere mediante trasferimento.

Gli aspiranti al trasferimento medesimo dovranno presentare le proprie domande, direttamente al preside della Facoltà, entro trenta giorni dalla pubblicazione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

(1786)

Vacanza delle cattedre di « Diritto civile » e della seconda cattedra di « Istituzioni di diritto privato » presso la Facoltà di giurisprudenza della Università di Catania.

Ai sensi e per gli effetti dell'art. 3 del decreto legislativo luogotenenziale 5 aprile 1945, n. 238, si comunica che presso la Facoltà di giurisprudenza dell'Università di Catania sono vacanti le cattedre di « Diritto civile » e la seconda cattedra di « Istituzioni di diritto privato », cui la Facoltà interessata intende provvedere mediante trasferimento.

Gli aspiranti al trasferimento alle cattedre anzidette dovranno presentare le proprie domande, direttamente al preside della Facoltà, entro trenta giorni dalla pubblicazione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

(1787)

Vacanza della cattedra di « Malattie infettive, profilassi e polizia veterinaria » presso la Facoltà di medicina veterinaria della Università di Napoli.

Ai sensi e per gli effetti dell'art. 3 del decreto legislativo luogotenenziale 5 aprile 1945, n. 238, si comunica che presso la Facoltà di medicina veterinaria dell'Università di Napoli, è vacante la cattedra di « Malattie infettive, profilassi e polizia veterinaria », cui la Facoltà interessata intende provvedere mediante trasferimento.

Gli aspiranti al trasferimento medesimo dovranno presentare le proprie domande, direttamente al preside della Facoltà, entro trenta giorni dalla pubblicazione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

(1788)

MINISTERO DELL'AGRICOLTURA E DELLE FORESTE

Trasferimento dal Demanio pubblico al patrimonio dello Stato di un tratto della canaletta irrigua Largon, sito in comune di Eraclea.

Con decreto interministeriale 6 marzo 1963, n. 1841, viene trasferita dal Demanio pubblico al patrimonio dello Stato un tratto della canaletta irrigua Largon, della superficie di Ha. 0.06.60, censito nel catasto del comune di Eraclea al foglio n. 33, mappali numeri 97-*b* e 90-*a*.

(1714)

MINISTERO DEL LAVORO E DELLA PREVIDENZA SOCIALE

Sostituzione del commissario liquidatore della Società cooperativa di produzione e lavoro « Il Reduce », con sede in Casalnuovo di Monterotaro (Foggia).

Con decreto del Ministro per il lavoro e la previdenza sociale, in data 11 marzo 1963, il dott. Celestino Scarimboli è stato nominato commissario liquidatore della Società cooperativa di produzione e lavoro « Il Reduce », con sede in Casalnuovo di Monterotaro (Foggia), in sostituzione del dott. Arturo Rebuzzi, dimissionario.

(1695)

Sostituzione del commissario liquidatore della « Società cooperativa meridionale muratori ed affini fra reduci e combattenti », con sede in Pisticci (Matera).

Con decreto del Ministro per il lavoro e la previdenza sociale, in data 11 marzo 1963, il dott. Nicola Michetti è stato nominato commissario liquidatore della « Società cooperativa meridionale muratori ed affini fra reduci e combattenti », con sede in Pisticci (Matera), in sostituzione dell'avv. Mario Borraccia, deceduto.

(1696)

MINISTERO DEI LAVORI PUBBLICI

Conferma in carica del presidente del Consorzio dell'Adda

Con decreto presidenziale 11 febbraio 1963, n. 353, registrato alla Corte dei conti, addì 7 marzo 1963, al registro n. 9 Lavori pubblici, foglio n. 392, il prof. dott. ing. Giulio De Marchi è stato confermato presidente del Consorzio dell'Adda, ente autonomo per la costruzione, la manutenzione e l'esercizio dell'opera regolatrice del lago di Como, fino al 31 dicembre 1966.

(1701)

Passaggio dal Demanio al patrimonio dello Stato di una zona di terreno costituente l'ex alveo del fiume Bagni, in comune di Monfalcone (Gorizia).

Con decreto 4 marzo 1963, n. 134/1, del Ministro per i lavori pubblici di concerto col Ministro per le finanze è stato disposto il passaggio dal Demanio al patrimonio dello Stato di una zona di terreno costituente l'ex alveo del fiume Bagni, segnato nel catasto del comune di Monfalcone, ai fogli nn. 10 e 11, mappale 926/1, di Ha. 4.91.80, ed indicato nella planimetria rilasciata il 21 agosto 1961, in scala 1:2880, dall'Ufficio tecnico erariale di Gorizia, planimetria che fa parte integrante del decreto stesso.

(1703)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO PORTAFOGLIO DELLO STATO

N. 60

Corso dei cambi del 27 marzo 1963 presso le sottoindicate Borse valori

VALUTE	Bologna	Firenze	Genova	Milano	Napoli	Palermo	Roma	Torino	Trieste	Venezia
$ USA	621,01	620,90	620,94	620,97	620,85	621 —	620,93	621 —	621,02	620,90
$ Can.	576,02	575,80	576,10	576 —	575 —	576,02	576,05	575,95	576 —	576 —
Fr. Sv.	143,46	143,43	143,46	143,40	143,45	143,45	143,425	143,50	143,46	143,43
Kr. D.	90,01	90 —	90,01	90,03	89,95	90,02	90 —	90 —	90,03	89,90
Kr. N.	86,94	86,92	86,94	86,95	86,90	86,94	86,9375	86,90	86,95	86,95
Kr. Sv.	119,57	119,54	119,55	119,52	119,60	119,57	119,53	119,55	119,58	119,55
Fol.	172,75	172,70	172,73	172,715	172,72	172,34	172,69	172,75	172,74	172,70
Fr. B.	12,45	12,45	12,45	12,4525	12,45125	12,45	12,451	12,45	12,45	12,45
Franco francese	126,74	126,71	126,74	126,7225	126,70	126,73	126,71	126,70	126,74	126,70
Lst	1739,10	1739,15	1739,35	1739,35	1738,75	1739,25	1739,35	1739,20	1739,35	1739,25
Dm. occ.	155,48	155,39	155,39	155,375	155,32	155,46	155,365	155,45	155,49	155,37
Scell. Austr.	24,03	24,035	24,04	24,04	24 —	24,04	24,039	24,04	24,04	24,05
Escudo Port.	21,68	21,68	21,68	21,70	21,70	21,69	21,6775	21,65	21,70	21,69

Media dei titoli del 27 marzo 1963

Rendita 5 % 1935	115,875
Redimibile 3,50 % 1934	93,575
Id. 3,50 % (Ricostruzione)	89,525
Id. 5 % (Ricostruzione)	100,325
Id. 5 % (Riforma fondiaria)	100,275
Id. 5 % (Città di Trieste)	100,90
Id. 5 % (Beni Esteri)	100,20
Buoni del Tesoro 5 % (scadenza 1° aprile 1964)	100,875
Buoni del Tesoro 5 % (scadenza 1° aprile 1965)	101,65
Id. 5 % (» 1° aprile 1966)	102,80
Id. 5 % (» 1° gennaio 1968)	102,95
Id. 5 % (» 1° aprile 1969)	103 —
Id. 5 % (» 1° gennaio 1970)	103,625
Id. 5 % (» 1° gennaio 1971)	103,725
B. T. Poliennali 5 % (» 1° ottobre 1966)	102,30

Il Contabile del Portafoglio dello Stato: ZODDA

UFFICIO ITALIANO DEI CAMBI

Cambi medi del 27 marzo 1963

1 Dollaro USA	620,95
1 Dollaro canadese	576,025
1 Franco svizzero	143,412
1 Corona danese	90,015
1 Corona norvegese	86,944
1 Corona svedese	119,525
1 Fiorino olandese	172,702
1 Franco belga	12,452
1 Franco francese	126,716
1 Lira sterlina	1739,35
1 Marco germanico	155,37
1 Scellino austriaco	24,039
1 Escudo Port.	21,689

CONCORSI ED ESAMI

MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA

Concorso ad ottantacinque posti di operaia di ruolo dello Stato di categoria 5ª B) guardiane, presso gli Istituti di prevenzione e di pena.

IL GUARDASIGILLI
MINISTRO PER LA GRAZIA E GIUSTIZIA

Vista la legge 5 marzo 1961, n. 90, concernente lo stato giuridico degli operai dello Stato;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 14 novembre 1961, che istituisce la pianta organica degli operai dello Stato del Ministero di grazia e giustizia Direzione generale per gli istituti di prevenzione e di pena;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 24 giugno 1954, n. 368, recante norme per la presentazione delle domande e dei documenti nei concorsi per le carriere statali;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 2 agosto 1957, n. 678, relativo alle norme sulle documentazioni amministrative e sulla legalizzazione delle firme;

Ritenuta la necessità di coprire i posti vacanti nel ruolo organico delle operaie permanenti di categoria 5ª *B*) del Ministero di grazia e giustizia Direzione generale per gli istituti di prevenzione e di pena;

Ritenuto che alla copertura dell'aliquota riservata ai candidati in possesso di una delle qualifiche di cui alle leggi 3 giugno 1950, n. 375; 24 febbraio 1953, n. 142; 10 febbraio 1961, n. 80 e 5 ottobre 1962, n. 1539, si provvederà secondo le norme in vigore in base alle vacanze esistenti nella tabella organica;

Vista la legge 13 marzo 1958, n. 365, contenente, tra l'altro, disposizioni a favore degli orfani di guerra;

Visto il regolamento speciale 1° giugno 1925, per il personale salariato dipendente dal Ministero di grazia e giustizia, e successive modificazioni;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 11 gennaio 1956, n. 19, sul conglobamento totale del trattamento economico del personale statale;

Vista la legge 18 ottobre 1962, n. 1550, relativa alla unificazione dei tagli di carta bollata;

Decreta:

Art. 1.

E' indetto un concorso a scelta mediante valutazione comparativa dei titoli e requisiti degli aspiranti a ottantacinque posti di operaia di ruolo dello Stato di categoria 5ª *B*) guardiane presso il Ministero di grazia e giustizia Direzione generale per gli Istituti di prevenzione e di pena.

Art. 2.

Requisiti generali e limiti di età

Per l'ammissione al concorso è richiesto il possesso dei seguenti requisiti generali:

1) essere cittadino italiano. Ai fini del presente decreto sono equiparati ai cittadini gli italiani non appartenenti alla Repubblica;

2) avere compiuto gli studi di istruzione obbligatoria (licenza di 5ª elementare);

3) avere il godimento dei diritti politici;

4) avere sempre tenuto buona condotta; all'accertamento di tale requisito provvede, d'ufficio, l'Amministrazione ai sensi del decreto del Presidente della Repubblica 24 giugno 1954, n. 368;

5) essere di sana e robusta costituzione, esente da difetti o imperfezioni fisiche;

6) aver compiuto l'età di anni 21 e non superata quella di anni 35. Tale limite massimo di età è elevato ad anni 39:

a) per i capi di famiglia numerosa, ai sensi dell'art. 2 della legge 20 marzo 1940, n. 233, modificato dall'art. 4 del decreto legislativo luogotenenziale 29 marzo 1945, n. 267.

Il limite massimo di età è elevato ad anni 40:

b) per le cittadine deportate dal nemico posteriormente all'8 settembre 1943;

c) per coloro che appartengono ad altre categorie assimilate ai combattenti a norma delle disposizioni in vigore;

d) per le cittadine aventi il loro domicilio in territorio di confine e che in conseguenza di avvenimenti di carattere bellico o politico siano state costrette ad allontanarsene e non possono farvi ritorno;

e) per le profughe dell'Africa italiana di cui al decreto legislativo 26 febbraio 1948, n. 104, ed alla legge 4 marzo 1952, n. 137;

f) per coloro che abbiano riportato, per comportamento contrario al regime fascista sanzioni penali o di polizia, ovvero siano state deportate o internate per motivi di persecuzione raziale, a norma dell'art. 5 del decreto legislativo 12 dicembre 1947, n. 1488.

Per le candidate colpite già dalle abrogate leggi razziali. non viene computato, agli effetti dei limiti di età, il periodo intercorso tra il 5 settembre 1938 ed il 9 agosto 1944, fermo restando il limite di anni 40;

g) per il personale licenziato dagli Enti soppressi ai sensi della legge 4 dicembre 1956, n. 1404.

Il limite massimo di età è elevato ad anni 45:

h) per le mutilate ed invalide di guerra, per le mutilate ed invalide per la lotta di liberazione, per le mutilate ed invalide civili per fatti di guerra, per le mutilate ed invalide per i fatti di Mogadiscio dell'11 gennaio 1948, per le mutilate ed invalide in occasione di azioni di terrorismo politico nei territori delle ex colonie italiane, per le mutilate ed invalide in occasione di azioni singole e collettive aventi fini politici nelle Provincie di confine con la Jugoslavia o nei territori soggetti a detto Stato per eventi avvenuti fino al 31 dicembre 1954, per le mutilate ed invalide per servizio e per le mutilate ed invalide in occasione dei fatti di Trieste di cui alla legge 9 agosto 1954, n. 654, purchè rientrino nelle prime otto categorie ovvero nelle voci da quattro a dieci della categoria nona, o nelle voci da tre a sei della categoria decima, della tabella *A*), allegata al decreto luogotenenziale 20 maggio 1917, n. 876, ovvero nelle voci quattro, e da sei ad undici, della tabella *B*), allegata al regio decreto 12 luglio 1923, n. 1491, richiamate dalla legge 3 giugno 1950, n. 375 e dal regolamento approvato con decreto del Presidente della Repubblica 18 giugno 1952, n. 1176.

Il limite massimo di età è infine elevato:

i) di due anni per le candidate che siano coniugate alla data di scadenza del termine di presentazione delle domande di partecipazione al concorso;

l) un altro anno per ogni figlio vivente alla data medesima.

L'elevazione di cui alla lettera *i*) si cumula con quella di cui alla lettera *l*) ed entrambe con quella di cui alla lettera *a*), purchè non si superino complessivamente i 40 anni di età.

L'elevazione di cui alla lettera da *b*) ad *h*) assorbono ogni altra elevazione dei limiti di età eventualmente spettante.

Si prescinde dal limite massimo di età per le candidate che siano operaie di ruolo dello Stato e che siano in possesso degli altri necessari requisiti, nonchè per le candidate già salariate non di ruolo cessate dal servizio per riduzione del personale.

7) non possono conseguire, in ogni caso, la nomina ad operaia coloro che abbiano riportato una delle condanne indicate nell'art. 85 del testo unico approvato con decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3, nonchè coloro che siano escluse dall'elettorato attivo politico e coloro che siano state destituite, espulse o dispensate dall'impiego o dal lavoro presso una pubblica Amministrazione.

I requisiti prescritti, come sopra specificati, debbono essere posseduti alla data di scadenza del termine utile per la presentazione delle domande di ammissione al concorso predetto.

Art. 3.

Presentazione delle domande

Le domande di ammissione al concorso di cui all'art. 1, indirizzate al Ministero di grazia e giustizia - Direzione generale per gli Istituti di prevenzione e di pena - Ufficio I - Roma, redatte su carta bollata da L. 200 (conforme allo schema allegato) e firmate dalle aspiranti di proprio pugno, dovranno essere presentate direttamente o fatte pervenire alle Procure della Repubblica, nella cui giurisdizione l'aspirante risiede, entro e non oltre il termine perentorio di giorni trenta dalla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

Nella domanda di ammissione le candidate debbono dichiarare:

a) il cognome e nome;

b) il luogo e la data di nascita;

c) i titoli che danno diritto alla eventuale elevazione del limite massimo di età per l'ammissione ai concorsi;

d) il possesso della cittadinanza italiana;

e) il Comune, nelle cui liste elettorali sono iscritte ovvero i motivi della non iscrizione o della cancellazione dalle liste medesime;

f) le evenuali condanne penali riportate (anche se sia stata concessa amnistia, condono, indulto o perdono giudiziale) ed i procedimenti penali, eventualmente pendenti a loro carico;

g) il titolo di studio posseduto, precisando l'istituto e l'anno scolastico in cui il titolo stesso è stato conseguito;

h) la propria residenza nonchè l'indirizzo al quale il Ministero dovrà inviare le comunicazioni relative al concorso;

i) di essere disposta a raggiungere, in caso di nomina, una sede qualsiasi.

Coloro le quali siano state dipendenti da una pubblica Amministrazione dovranno dichiarare di non essere incorse in provvedimenti di destituzione dal servizio ovvero di decadenza dall'impiego per i motivi di cui all'art. 127, lettera *d*) del decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3.

La firma che le aspiranti sono tenute ad apporre in calce alla domanda, dovrà essere autenticata da un notaio o dal segretario comunale del luogo in cui le aspiranti stesse risiedono, sia la firma del notaio, che quella del segretario comunale non sono soggette alla legalizzazione, ai sensi dell'art. 8 del decreto del Presidente della Repubblica 2 agosto 1957, n. 678.

Per coloro le quali rivestono la qualità di dipendenti statali è sufficiente che sulla domanda di ammissione, dopo la firma dell'aspirante, sia apposto il visto del capo dell'ufficio nel quale la dipendente presta servizio, ed il bollo dell'ufficio stesso.

Art. 4.

Ai fini della formazione della graduatoria, le aspiranti che eventualmente siano in possesso di documenti che ritengano utili per la valutazione dei titoli, dovranno presentarli insieme alla domanda di ammissione al concorso.

Sono da considerarsi utili, a tal fine, anche i documenti specificati nel successivo art. 5.

Art. 5.

Documenti da produrre per comprovare il possesso di qualifiche, che danno diritto alla elevazione del limite massimo di età, a precedenza od a preferenza.

1) Mutilate ed invalide:

a) Le mutilate ed invalide di guerra, per qualunque causa, dovranno produrre il decreto di concessione della relativa pensione ovvero un certificato modello 69, rilasciato dal Ministero del tesoro — Direzione generale delle pensioni di guerra, oppure una dichiarazione di invalidità, rilasciata dalla competente rappresentanza Provinciale dell'Opera nazionale invalidi di guerra, dalla quale risulti anche la tabella *C* o *D* che è stata attribuita;

b) le mutilate ed invalide civili per fatti di guerra dovranno produrre uno dei documenti di cui alla precedente lettera *a*);

c) le mutilate ed invalide per servizio dovranno produrre il decreto di concessione della pensione che indichi la categoria e la voce della invalidità da cui sono colpite, ovvero il modello 69-*ter*, rilasciato, secondo i casi, dall'Amministrazione centrale al servizio della quale l'aspirante ha contratto l'invalidità, o dagli enti pubblici autorizzati ai sensi del decreto ministeriale 23 marzo 1948;

2) Orfani:

a) le orfane dei caduti di guerra, per qualunque causa, dovranno produrre un certificato su carta da bollo da L. 200, rilasciato dal competente Comitato provinciale dell'Opera nazionale per la protezione ed assistenza agli orfani di guerra,

b) le orfane dei caduti civili per fatti di guerra nonchè le figlie di cittadini dichiarati irreperibili in seguito ad eventi di guerra dovranno produrre il medesimo documento indicato nella precedente lettera *a*);

c) le orfane dei caduti per servizio presenteranno un certificato rilasciato ai sensi e per gli effetti dell'art. 8, ultimo comma, della legge 24 febbraio 1953, n. 142.

3) Figlie di mutilati ed invalidi:

a) le figlie dei mutilati ed invalidi di guerra ed assimilati presenteranno un certificato su carta da bollo da lire 200, rilasciato dal sindaco del Comune di residenza attestante che il padre o la madre fruiscono di pensione di guerra;

b) le figlie dei mutilati ed invalidi civili per fatti di guerra presenteranno il medesimo documento di cui alla precedente lettera *a*);

c) le figlie dei mutilati ed invalidi per servizio presenteranno anche esse il medesimo documento di cui alla precedente lettera *a*);

4) Profughe:

a) le profughe dei territori di confine che si trovano nelle condizioni previste dall'art. 1, del decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 3 settembre 1947, n. 885, dovranno esibire un'attestazione su carta da bollo da L. 200 del prefetto della Provincia in cui risiedono o, se non abbiano la residenza nel territorio dello Stato, del Prefetto di Roma;

b) le profughe dalla Libia, dall'Eritrea, dall'Etiopia, dalla Somalia, quelle dai territori sui quali, in seguito al trattato di pace, è cessata la sovranità dello Stato italiano, le profughe dai territori esteri e quelle da zone del territorio nazionale colpito dalla guerra che si trovano nelle condizioni di cui alla legge 4 marzo 1952, n. 137, dovranno presentare un'attestazione del prefetto della Provincia in cui risiedono, su carta da bollo da L. 200, rilasciata in conformità al modello previsto dall'art. 4 del decreto del Presidente della Repubblica 4 luglio 1956, n. 1117.

Sono valide anche le attestazioni già rilasciate dai prefetti in applicazione del decreto luogotenenziale 3 settembre 1947, n. 885 e dal decreto legislativo 26 luglio 1948, n. 104.

Le profughe dalla Libia, dall'Eritrea, dall'Etiopia e dalla Somalia, potranno anche presentare un certificato a suo tempo rilasciato dal soppresso Ministero dell'Africa italiana.

5) Perseguitate politiche e razziali

coloro che abbiano riportato sanzioni penali e di polizia per comportamento contrario al regime fascista e coloro che siano state deportate per motivi di persecuzione razziale, dovranno dimostrare la loro qualifica mediante attestazione, su carta da bollo da L. 200, del prefetto della Provincia in cui risiedono.

Le candidate già colpite dalle abrogate leggi razziali, presenteranno un certificato su carta bollata da L. 200, rilasciato dalla competente comunità israelitica.

6) Coniugate:

le coniugate con o senza prole e le vedove con prole, dovranno produrre lo stato di famiglia, su carta da bollo da L. 200, rilasciato dal sindaco del Comune di residenza.

I capi di famiglia numerosa dovranno produrre il medesimo documento, da cui risultino anche i figli caduti in guerra.

7) Dipendenti delle Amministrazioni dello Stato:

a) le impiegate civili di ruolo e quelle dei ruoli aggiunti delle Amministrazioni dello Stato, produrranno una copia dello stato di servizio su carta da bollo da L. 200, con la indicazione delle note di qualifica riportate nell'ultimo quinquennio, rilasciata ed autenticata dai superiori gerarchici. Coloro che, fra esse, abbiano frequentato, con esito favorevole, i corsi di preparazione o di integrazione previsti dall'art. 150 del decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3, produrranno un'attestato, rilasciato dall'Amministrazione che ha organizzato il corso;

b) le impiegate non di ruolo delle Amministrazioni dello Stato, produrranno un certificato, su carta da bollo da lire 200, rilasciato dall'Amministrazione da cui dipendono, dal quale risultino la data di inizio, la durata e la natura del servizio prestato, gli estremi del provvedimento e di eventuale conferma, con le qualifiche riportate nell'ultimo triennio;

c) le concorrenti già appartenenti agli Enti di diritto pubblico ed agli altri enti sotto qualsiasi forma costituiti, soggetti a vigilanza dello Stato, e comunque interessanti la finanza statale, soppressi e messi in liquidazione a norma dell'art. 1 della legge 4 dicembre 1956, n. 1404, produrranno un certificato su carta da bollo da L. 200, rilasciato dall'ufficio liquidazione del Ministero del tesoro, dal quale risulti il servizio prestato e la data in cui è cessato il rapporto di impiego.

I documenti di cui al precedente n. 6 ed alle lettere *a*) e *b*) del n. 7 dovranno essere rilasciati in data non anteriore a tre mesi a quella della presentazione.

Non è ammesso il riferimento a documenti presentati a questa o ad altra Amministrazione.

Art. 6.

Inammissibilità Decadenza

a) non saranno ammesse al concorso:

1) le aspiranti che presenteranno la domanda di ammissione oltre il termine prescritto ovvero non in regola con il bollo, ovvero senza la richiesta autenticazione della firma;

2) le aspiranti che risultino sfornite dei requisiti di cui al precedente art. 2;

b) saranno dichiarate decadute dal concorso:

1) le aspiranti utilmente collocate in graduatoria che presenteranno i documenti di rito di cui al successivo art. 12, oltre il termine indicato in detto articolo ovvero non conformi alle prescrizioni del presente bando di concorso;

2) le aspiranti utilmente collocate in graduatoria che, dallo esame dei documenti di rito, non risultino in possesso dei requisiti richiesti.

Art. 7.

Commissione esaminatrice

La Commissione esaminatrice, costituita a norma dell'art. 12 del regolamento speciale 1 giugno 1925 per il personale operaio del Ministero di grazia e giustizia dovrà preliminarmente determinare, mediante coefficienti numerici, i criteri di valutazione dei titoli e quindi formare la graduatoria di merito sulla base del punteggio attribuito a ciascun aspirante.

Art. 8.

Accertamento idoneità fisica ed attitudinale

All'accertamento dell'idoneità fisica provvederà apposita Commissione, nominata ai sensi dell'art. 11 del regolamento speciale 1 giugno 1925, per il personale operaio del Ministero di grazia e giustizia.

La Commissione predetta esprimerà il suo giudizio in relazione a quanto disposto dall'art. 20, secondo comma, del regolamento approvato con regio decreto 31 dicembre 1924, n. 2262.

Le candidate avranno comunicazione, in tempo utile, a mezzo raccomandata, del giorno, dell'ora e del luogo in cui dovranno sottoporsi al predetto accertamento. All'atto della presentazione dovranno essere munite di uno dei seguenti documenti:

a) fotografia recente applicata su carta da bollo, con la firma autenticata dal sindaco del Comune di residenza o da notaio. Il bollo è di L. 200 se l'autenticazione è fatta dal sindaco è di L. 200 se è fatta da un notaio;

b) tessera ferroviaria personale se la candidata è dipendente di ruolo, di ruolo aggiunto o non di ruolo di una Amministrazione statale;

c) tessera postale, o patente automobilistica, o passaporto, o carta di identità.

Art. 9.

Spese e viaggi

Per i viaggi che le concorrenti dovessero compiere per l'accertamento dell'idoneità fisica, non competerà alcun rimborso di spesa.

Art. 10.

Formazione della graduatoria

La graduatoria generale di merito del concorso e quella delle vincitrici saranno formate in base ai criteri predeterminati dalla Commissione di cui all'art. 6; la Commissione terrà conto, altresì del giudizio espresso secondo quanto previsto nel precedente art. 7.

Per le preferenze e precedenze, a parità di merito si provvederà ai sensi dell'art. 5 del decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3.

Art. 11.

Approvazione della graduatoria

La graduatoria sarà approvata con decreto ministeriale, sotto condizione dell'accertamento dei requisiti generali richiesti per la nomina ad operaia di ruolo dello Stato.

La graduatoria sarà pubblicata nel Bollettino ufficiale del Ministero di grazia e giustizia: di tale pubblicazione sarà data notizia mediante avviso nella *Gazzetta Ufficiale*.

Gli eventuali ricorsi relativi alla precedenza delle concorrenti in graduatoria, dovranno essere inoltrati al Ministero di grazia e giustizia Direzione generale per gli istituti di prevenzione e di pena, non oltre il termine di giorni 15 dalla data di pubblicazione dell'avviso di cui al precedente comma.

Art. 12.

Documentazione che devono produrre le candidate dichiarate vincitrici

Le concorrenti dichiarate vincitrici dovranno far pervenire a pena di decadenza, entro il termine di trenta giorni dalla data dell'apposita comunicazione, i sottoindicati documenti di rito:

1) originale o copia autenticata, su carta da bollo da L. 200, del titolo di studio prescritto nel precedente art. 2

L'autenticazione di cui al comma precedente può essere fatta dal pubblico ufficiale dal quale è stato emesso l'originale o al quale deve essere prodotto il documento o presso il quale l'originale è stato depositato, nonchè da un notaio, cancelliere o segretario comunale.

Nel caso che il certificato non sia stato rilasciato, i candidati sono tenuti a presentare, su carta da bollo da L. 200 un certificato sostitutivo a tutti gli effetti di quello originale

2) estratto (non è ammesso il certificato) dell'atto di nascita rilasciato in carta da bollo da L. 200;

3) certificato di cittadinanza italiana su carta da bollo da L. 200 rilasciato dal sindaco del Comune di origine o di residenza o dall'ufficiale di stato civile del Comune di origine

4) certificato di godimento dei diritti politici su carta da bollo da L. 200 rilasciato dal sindaco del Comune di residenza;

5) certificato generale del casellario giudiziale (non è ammesso il certificato penale) su carta da bollo da L. 200, rilasciato dal segretario della Procura della Repubblica competente.

I seguenti documenti debbono essere di data non anteriore a tre mesi a quella della comunicazione di cui al primo comma del presente articolo

a) certificato di cittadinanza italiana;

b) certificato di godimento dei diritti politici;

c) certificato generale del casellario giudiziale.

I certificati di cittadinanza italiana e di godimento dei diritti politici dovranno attestare, altresì, che l'interessata godeva del possesso dei requisiti rispettivamente della cittadinanza italiana e dei diritti politici anche alla data di scadenza del termine utile per la presentazione delle domande di partecipazione al concorso.

La candidata indigente ha facoltà di produrre in carta libera i documenti di cui all'art. 27 della tabella *B*) allegata al decreto del Presidente della Repubblica 25 giugno 195[illegible] n. 492, purchè esibisca un certificato del sindaco o dell'autorità di pubblica sicurezza comprovante esplicitamente la sua iscrizione nell'elenco dei poveri e purchè sugli atti prodotti in esenzione dal bollo risultino indicati gli estremi dell'atto stato comprovante la condizione d'indigenza.

Art. 13.

Nomina ad operaia dello Stato

Le vincitrici del concorso, che risulteranno in possesso di tutti i requisiti prescritti, saranno nominate in prova per un periodo di sei mesi.

Al termine del suddetto periodo di prova, le vincitrici medesime saranno nominate in ruolo previo giudizio favorevole del Consiglio di amministrazione previsto dall'art. 49 della legge 5 marzo 1961, n. 90.

In caso di giudizio sfavorevole il periodo di prova sarà prorogato di altri sei mesi, al termine del quale in caso di giudizio sfavorevole, sarà dichiarata con decreto ministeriale motivato, la risoluzione del rapporto di impiego.

Art. 14.

Trattamento economico

Durante il periodo di prova verrà corrisposta una paga lorda giornaliera pari ad un trecentododicesimo della paga iniziale relativa al coefficiente di stipendio previsto dalla categoria di appartenenza, oltre le quote di aggiunta di famiglia e gli altri assegni eventualmente spettanti.

Art. 15.

Termine per assumere servizio

Alle vincitrici sarà stabilito un termine per assumere servizio presso l'istituto cui saranno a suo tempo destinate.

Qualora non assumano servizio entro il termine fissato decadranno dalla nomina.

Il presente decreto sarà trasmesso alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 8 gennaio 1963

p. *Il Ministro*: MANNIRONI

Registrato alla Corte dei conti, addì 11 marzo 1963
Registro n. 23 Grazia e giustizia, foglio n. 226. — GALLUCCI

Schema della domanda di ammissione, su carta da bollo da L. 200.

Al Ministero di grazia e giustizia
Direzione generale per gli istituti di prevenzione e di pena - ROMA

La sottoscritta (cognome e nome) nata a ., provincia di il (giorno, mese ed anno) domiciliata in provincia di ., via ., chiede di essere ammessa a partecipare al concorso per operaia di categoria 5ª *B*) guardiana, in prova presso codesto Ministero.

La sottoscritta fa presente (solo per coloro che, avendo superato il 35° anno di età, abbiano diritto all'elevazione del suddetto limite) di aver diritto all'aumento del limite di età in quanto (indicare con esattezza il titolo che dà diritto all'aumento del suddetto limite).

La sottoscritta dichiara di aver conseguito il titolo di studio di presso ., di essere cittadina italiana: di essere iscritta nelle liste elettorali del Comune di (le candidate non iscritte nelle liste elettorali indicheranno i motivi della non iscrizione o della cancellazione); di non aver riportato condanne penali e di non aver procedimenti penali in corso a suo carico (indicare, in caso contrario, le condanne penali riportate o i reati per i quali siano in corso procedimenti penali).

Si allegano i seguenti documenti: (titoli, certificati di prestato servizio, ecc. utili ai fini della graduatoria) .

La sottoscritta chiede che tutte le comunicazioni relative al concorso le vengano trasmesse al seguente indirizzo . . .
. . . .

. li

Firma (1) . . . .

---

(1) La firma dovrà essere autenticata da un notaio o dal segretario comunale del luogo di residenza dell'aspirante. Non è valida l'autenticazione della firma da parte del sindaco. Sia la firma del notaio che quella del segretario comunale non sono soggette alle norme sulla legalizzazione delle firme previste dalla legge 3 dicembre 1942, n. 1700. Per le dipendenti dello Stato è sufficiente, in luogo dell'autenticazione, il visto del capo dell'ufficio presso il quale prestano servizio, con il bollo di ufficio.

(1725)

UFFICIO MEDICO PROVINCIALE DI AVELLINO

Graduatoria generale del concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Avellino

IL MEDICO PROVINCIALE

Visto il proprio decreto n. 675 del 28 febbraio 1962, con il quale è stato bandito il concorso a posti vacanti di ostetrica condotta, vacanti al 30 novembre 1961;

Vista la graduatoria formata dalla Commissione giudicatrice costituita con decreto n. 5603 pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica ed affisso, per otto giorni, presso l'albo pretorio di questo Ufficio sanitario provinciale;

Riscontrata la regolarità di tutti gli atti e verbali della predetta Commissione;

Visti gli articoli 23 e 55 del regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Visto l'art. 69 del testo unico delle leggi sanitarie 27 luglio 1934, n. 1265;

Vista la legge 13 marzo 1958, n. 296;

Decreta:

E' approvata la seguente graduatoria dei candidati risultati idonei al concorso di cui in premessa:

1. Iorizzo Alba Maria	punti 50,43	su 100
2. Lucchesi Emilia	» 48,30	»
3. Palmieri Vincenza	» 42,95	»
4. Iacono Maria	» 41,75	»
5. Fico Giovanna	» 40,00	»
6. De Stefano Anastasia	» 39,11	»
7. Iodice Giuseppa	» 39,08	»
8. Gornati Anna	» 35,94	»

Ai sensi dell'art. 23 del regio decreto 11 marzo 1935, n. 281, il presente decreto verrà inserito nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e nel Foglio annunzi legali della Provincia e pubblicato, per otto giorni consecutivi, nell'albo pretorio di questo Ufficio e dei Comuni interessati.

Avellino, addì 1° marzo 1963

Il medico provinciale: RAIMONDI

IL MEDICO PROVINCIALE

Visto il proprio decreto n. 954 del 1° marzo 1963, con il quale è stata approvata la graduatoria delle candidate risultate idonee nel concorso a posti vacanti di ostetrica condotta al 30 novembre 1961 e precisamente per i comuni di Mercogliano e Scampitella, bandito con decreto n. 675 del 28 febbraio 1962;

Viste le domande delle singole candidate con l'indicazione delle sedi in ordine di preferenza;

Visto il testo unico delle leggi sanitarie 27 luglio 1934, n. 1265, ed il regolamento sui concorsi a posti di sanitari condotti, approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Vista la legge 13 marzo 1958, n. 296;

Decreta:

Le sottoindicate ostetriche comprese nella graduatoria delle idonee al concorso sopraindicato, sono dichiarate vincitrici della condotta indicata a fianco di ciascuna:

1. Iorizzo Alba Maria: Mercogliano;
2. Lucchesi Emilia: Scampitella.

Il presente decreto sarà inserito nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e, pubblicato, per otto giorni consecutivi, nell'albo pretorio di questo Ufficio e dei Comuni interessati.

Avellino, addì 6 marzo 1963

Il medico provinciale: RAIMONDI

(1577)

UFFICIO MEDICO PROVINCIALE DI LUCCA

Costituzione della Commissione giudicatrice del concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Lucca.

IL MEDICO PROVINCIALE

Visto il proprio decreto n. 1582, del 20 marzo 1962, con il quale è stato indetto pubblico concorso per titoli ed esami ai seguenti posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Lucca al 30 novembre 1961: Castelnuovo (unica), Vergemoli (unica), Sillano (unica);

Considerato che occorre provvedere alla nomina della Commissione esaminatrice del concorso;

Viste le designazioni dell'Ordine dei medici della Provincia e dei Comuni interessati;

Visto l'art. 69 del testo unico delle leggi sanitarie 27 luglio 1934, n. 1265;

Visto l'art. 54 del regolamento sui concorsi a posti di sanitari addetti ai servizi dei Comuni e delle Provincie, approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Visti gli articoli 12 e 13 del decreto del Presidente della Repubblica 10 giugno 1955, n. 854;

Vista la legge 13 marzo 1958, n. 296;

Decreta:

La Commissione giudicatrice del concorso a tre posti di ostetrica condotta sopraindicati, vacanti nella provincia di Lucca al 30 novembre 1961, è costituita come segue:

Presidente:

D'Annelio comm. dott. Alfonso, vice prefetto.

Componenti:

Tedeschi comm. dott. Vincenzo, ispettore generale medico;

Cassano prof. dott. Francesco, primario ostetrico;

Manfredi dott. Egidio, specialista in ostetricia e ginecologia.

Segretario:

Cutuli dott. Pasquale, consigliere di Prefettura.

La Commissione inizierà i propri lavori non prima di un mese dalla pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio annunzi legali della Provincia e, per otto giorni consecutivi, nell'albo dell'Ufficio del medico provinciale.

Lucca, addì 11 marzo 1963

Il medico provinciale: TEDESCHI

(1726)

UFFICIO MEDICO PROVINCIALE DI IMPERIA

Costituzione della Commissione giudicatrice del concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Imperia.

IL MEDICO PROVINCIALE

Visto il proprio decreto n. 1271, in data 5 aprile 1962, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica n. 100, del 16 aprile 1962 e nel Foglio annunzi legali della provincia di Imperia n. 83 del 14 aprile 1962, con cui è stato bandito pubblico concorso per posti di ostetrica condotta vacanti in questa Provincia al 30 novembre 1961;

Visto il regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;

Visto il regio decreto 11 marzo 1935, n. 854;

Vista la legge 13 marzo 1958, n. 296;

Ritenuto che occorre procedere alla nomina della Commissione giudicatrice al concorso stesso;

Viste le designazioni della prefettura di Imperia, dell'Ordine dei medici, delle Amministrazioni comunali e consorziali interessate;

Decreta:

La Commissione giudicatrice al concorso per posti di ostetrica condotta, vacanti in questa Provincia al 30 novembre 1961, è costituita come appresso:

Presidente:

Carcò dott. comm. Paolo, vice prefetto vicario.

Componenti:

Trillo dott. Angelo, medico provinciale;

Bentivoglio dott. prof. Franco, primario ostetrico ginecologo;

Cutini dott. prof. Vincenzo, specialista in ostetricia e ginecologia;

De Dominici Luciana, ostetrica condotta.

Segretario:

La Rocca dott. Mario, Consigliere di prefettura.

La Commissione giudicatrice inizierà i suoi lavori non prima di un mese dalla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio annunzi legali della Provincia e, per otto giorni consecutivi, nell'albo pretorio di questo Ufficio sanitario provinciale e in quello della prefettura di Imperia.

Imperia, addì 18 marzo 1963

Il medico provinciale: TRILLO

(1761)

UFFICIO MEDICO PROVINCIALE DI REGGIO CALABRIA

Esito del concorso ad un posto di ufficiale sanitario vacante nella provincia di Reggio Calabria

IL MEDICO PROVINCIALE

Visto il proprio decreto n. 1962, del 15 marzo 1962, con il quale venne bandito pubblico concorso per titoli ed esami, per il conferimento del posto di ufficiale sanitario del comune di Delianova;

Visto il decreto n. 14579, del 7 dicembre 1962, riguardante la costituzione della Commissione giudicatrice;

Visti i verbali della Commissione e riconosciutane la regolarità;

Visto l'art. 69 del testo unico delle leggi sanitarie 27 luglio 1934, n. 1265, nonchè gli articoli 23 e 25 del regolamento 11 marzo 1935, n. 281;

Vista la legge 13 marzo 1958, n. 296;

Decreta:

E' approvata la seguente graduatoria di merito dei candidati dichiarati idonei nel concorso di cui in premessa:

Papaleo dott. Pasquale, con punti 126,733 su 200.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio annunzi legali della Provincia e, per otto giorni consecutivi, all'albo dell'Ufficio medico provinciale e del Comune interessato.

Reggio Calabria, addì 13 marzo 1963

Il medico provinciale: BROCCIO

IL MEDICO PROVINCIALE

Visto il proprio decreto n. 2288, del 13 marzo 1963, con il quale è stata approvata la graduatoria di merito del pubblico concorso per titoli ed esami al posto di ufficiale sanitario del comune di Delianova;

Visti gli articoli 36 e 37 del testo unico delle leggi sanitarie 27 luglio 1934, n. 1265, e gli articoli 23 e 25 del regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Vista la legge 13 marzo 1958, n. 296;

Decreta:

Il dott. Papaleo Pasquale è dichiarato vincitore del concorso al posto di ufficiale sanitario del comune di Delianova.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio annunzi legali della Provincia e, per otto giorni consecutivi, all'albo dell'Ufficio medico provinciale e del Comune interessato.

Reggio Calabria, addì 15 marzo 1963

Il medico provinciale: BROCCIO

(1708)

UFFICIO MEDICO PROVINCIALE DI NOVARA

Graduatoria generale del concorso a posti di ufficiale sanitario vacanti nella provincia di Novara

IL MEDICO PROVINCIALE

Visto il proprio decreto n. 4461, in data 15 dicembre 1961, con il quale è stato indetto pubblico concorso per titoli ed esami ai posti di ufficiale sanitario di Domodossola e Omegna, vacanti nella provincia di Novara alla data del 30 novembre 1960;

Visti i verbali della Commissione giudicatrice del concorso, nominata con decreto del 30 giugno 1962, n. 3967;

Vista la graduatoria dei concorrenti idonei formulata dalla predetta Commissione a conclusione dei propri lavori;

Riconosciuto regolare il procedimento del concorso;

Visto il testo unico delle leggi sanitarie approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;

Visto il regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Vista la legge 13 marzo 1958, n. 296;

Decreta:

E' approvata la seguente graduatoria di merito dei candidati risultati idonei nel concorso di cui in premessa per il comune di Domodossola e Omegna:

1. Pietrini Pallotta Alberto . . . punti 142,925 su 200
2. Marchionni Roberto . . . . . » 121,050 »
3. Fortis Giulio . . . . » 121,000 »
4. Negri Benigno . . . . . . » 110,875 »

Il presente decreto sarà inserito nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio annunzi legali della Provincia e, pubblicato per otto giorni consecutivi, all'albo di questo Ufficio e dei Comuni interessati.

Novara, addì 13 marzo 1963

Il medico provinciale: LOMBARDO

IL MEDICO PROVINCIALE

Visto il proprio decreto n. 1683, in data 13 marzo 1963, con il quale è stata approvata la graduatoria di merito dei candidati risultati idonei al concorso ai posti di ufficiale sanitario dei comuni di Domodossola e Omegna vacanti nella provincia di Novara alla data del 30 novembre 1960;

Viste le indicazioni delle sedi, per ordine di preferenza, fatte dai candidati nelle domande di ammissione al concorso;

Visto il testo unico delle leggi sanitarie approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;

Visto il regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Vista la legge 13 marzo 1958, n. 296;

Decreta:

I sottoindicati medici chirurghi sono dichiarati vincitori dei posti di ufficiale sanitario a fianco di ciascuno di essi indicato:

1) Pistrini Pallotta Alberto: comune di Domodossola;
2) Marchionni Roberto: comune di Omegna.

Gli stessi medici dovranno assumere servizio entro il termine di giorni quindici dalla ricezione del presente decreto.

Il presente decreto sarà inserito nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio annunzi legali della Provincia e, sarà pubblicato per otto giorni consecutivi, all'albo di questo Ufficio e dei Comuni interessati.

Novara, addì 13 marzo 1963

Il medico provinciale: LOMBARDO

(1681)

UFFICIO MEDICO PROVINCIALE DI LECCE

Variante alla graduatoria delle vincitrici del concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Lecce.

IL MEDICO PROVINCIALE

Visti i propri decreti n. 05323 in data 1° settembre 1962, con i quali veniva approvata la graduatoria e nominate le vincitrici del concorso a posti di ostetriche condotte, vacanti in provincia di Lecce al 30 novembre 1961;

Visto il successivo decreto n. 0314 del 9 febbraio 1962, con il quale venivano apportate variazioni al decreto di nomina delle vincitrici;

Visto il telegramma del sindaco di Andrano in data 9 marzo 1963, con il quale detto sindaco comunica che la ostetrica Lubelli Paolina nominata vincitrice della condotta ostetrica di quel Comune, non ha assunto servizio entro il termine perentorio assegnatole;

Considerato che occorre procedere alla nomina della candidata dichiarata idonea che segue immediatamente nella graduatoria ed ha indicata la sede di Andrano in ordine di preferenza;

Visti gli articoli 26 e 56 del regolamento dei concorsi a posti di sanitari condotti addetti ai servizi dei Comuni e della Provincia, approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Vista la legge 13 marzo 1958, n. 296;

Decreta:

L'ostetrica De Lorenzo Addolorata è dichiarata vincitrice della condotta ostetrica del comune di Andrano.

Il presente decreto sarà inserito nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio annunzi legali della Prefettura di Lecce e pubblicato, per otto giorni consecutivi, all'albo pretorio dell'Ufficio del medico provinciale di Lecce e del comune di Andrano.

Lecce, addì 9 marzo 1963

Il medico provinciale: MAGLIARI

(1578)

UFFICIO VETERINARIO PROVINCIALE DI CATANIA

Costituzione della Commissione giudicatrice del concorso a posti di veterinario condotto vacanti nella provincia di Catania.

IL VETERINARIO PROVINCIALE

Visto il proprio decreto n. 695, del 3 luglio 1962, con il quale è stato indetto il pubblico concorso, per titoli ed esami, per posti di veterinario condotto vacanti nella provincia di Catania al 30 novembre 1961;

Visti gli articoli 36 e 39 del testo unico delle leggi sanitarie modificati rispettivamente dagli articoli 5 e 12 del decreto del Presidente della Repubblica 10 giugno 1955, n. 854;

Visto l'art. 47 del regio decreto 11 marzo 1935, n. 281, modificato dall'art. 13 del precitato decreto del Presidente della Repubblica 10 giugno 1955, n. 854;

Vista la legge 13 marzo 1958, n. 296;

Vista la designazione degli enti interessati;

Decreta:

La Commissione giudicatrice del concorso per il conferimento del posto del Consorzio veterinario condotto Bronte-Maletto vacante al 30 novembre 1961, è costituita come appresso:

Presidente:
Caruso dott. Francesco, vice prefetto.

Componenti:
Di Grazia dott. Giuseppe: veterinario provinciale;
Mirri prof. Adelmo, docente d'igiene e polizia veterinaria;
Romagnoli prof. Aldo, docente di clinica medica veterinaria;
Vagliasindi dott. Giovanni, veterinario condotto.

Segretario:
Nicosia dott. Nunzio, direttore di sezione del Ministero della sanità.

La Commissione giudicatrice avrà sede in Catania e inizierà i suoi lavori non prima di un mese dalla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana e, per otto giorni consecutivi, all'albo dell'Ufficio del veterinario provinciale.

Catania, addì 16 marzo 1963

Il veterinario provinciale: DI GRAZIA

(1727)

UMBERTO PETTINARI, *direttore* RAFFAELE SANTI, *gerente*

Roma - Istituto Poligrafico dello Stato - G. C.